

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1879

18 juillet 2014

SOMMAIRE

Advanced Capital Europe S.A.	90147	Blondell S.à r.l.	90192
Affretement Transport Partners s.à r.l. ..	90148	Blondell S.à r.l.	90191
Alcoa Luxembourg S.à r.l.	90148	Blondell S.à r.l.	90191
Alpha Industrial Holding S.A.	90148	BNP Paribas Lease Group Luxembourg	
Amantea Finco S.à r.l.	90151	90191
Amundi Islamic	90149	Borealis Participations S.A.	90190
Amundi Money Market Fund	90149	Boucherie-Traiteur Schmit S.à r.l.	90191
An der Gessel S.à r.l.	90149	Bowlingcenter Fuussekaul, s.à r.l.	90192
Anicca Consulting S.à r.l.	90150	Bruck & Weckerle Architekten S.à r.l. ...	90191
Apulia S.A.	90147	Business Maintenance Services S.A.	90146
Ardea S.A.	90148	By Manu S.à r.l.	90152
Argile S.à r.l.	90146	Caliope International Investment S.A. ...	90148
Arkley Capital S.à r.l.	90150	Capital & Finance Investment S.A.	90192
ARM Holdings S.C.A.	90150	Caribbean Tours S.à r.l.	90147
ARM Holdings S.C.A.	90150	Challenger Luxembourg Holding No. 1A	
ASF Rome Luxembourg S.à r.l.	90151	S.à r.l.	90192
Asia Real Estate Income Fund	90151	Chancewell Finance S.A.	90192
Atelier C-76	90146	CORESTATE IREI Holding S.A.	90150
Atlas Copco Finance S.à r.l.	90146	Deltatank A.G.	90152
ATP Invest S.A.	90151	Depuis S.A.	90190
Australian Aggregation Investments Sàrl		Expert Petroleum SPV S.à r.l.	90153
.....	90152	Fermat 2 S.à r.l.	90156
Avolon Aerospace Finance (Luxembourg)		Fiduciaire Europe S.A.	90190
III S.à r.l.	90147	Havel Holding S.à r.l.	90166
Avolon Aerospace Finance (Luxembourg)		Huniel Co S.A., SPF	90182
II S.à r.l.	90147	IfG-Greek SME Finance S.A.	90170
Bata Brands S.à r.l.	90152	I-invest group S.A.	90184
BEPAR Management S.à r.l.	90149	IMMO 4 s.à r.l.	90187
BGM	90153	International Association for the Exchange	
Bicocca S.à r.l.	90190	of Students for Technical Experience, as-	
Bieschbecher Atelier S.à r.l.	90149	sociation sans but lucratif	90160
Bijouterie-Horlogerie HOFFMANN Gre-		Kelso CCS II S.à r.l.	90146
venmacher S.A.	90151		
Bishopsgate Investment Financial Incorpo-			
rated S.A.	90152		

Argile S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 158.739.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2014067239/10.

(140078708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Atelier C-76, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 60, rue de Koerich.
R.C.S. Luxembourg B 173.594.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 13 mai 2014.

Référence de publication: 2014067243/10.

(140078549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Atlas Copco Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.250.100,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 117.931.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 mai 2014.

Référence de publication: 2014067244/10.

(140078695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Business Maintenance Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 140.426.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014067300/9.

(140079254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Kelso CCS II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.721.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mai 2014.

Kelso CCS II S.à r.l.

De Zwart Johannes Laurens

Gérant B

Référence de publication: 2014067602/14.

(140079461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Avolon Aerospace Finance (Luxembourg) II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 162.410.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014067248/10.

(140079186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Avolon Aerospace Finance (Luxembourg) III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 155.692.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014067249/10.

(140079286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Advanced Capital Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 90.587.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014067251/10.

(140078657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Apulia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 148.212.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2014067271/11.

(140078998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Caribbean Tours S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 134.183.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique

En date du 8 mai 2014, l'associé unique de CARIBBEAN TOURS S.A R.L.. a pris les résolutions suivantes:

- 1) Acceptation de la démission de Monsieur Jean Beissel en tant que gérant de la société avec effet au 8 mai 2014.
- 2) Nomination de Solero S.A., avec siège social à 38, boulevard Napoléon I^{er}, L-2210 Luxembourg, comme nouveau gérant de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067327/13.

(140079189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Caliope International Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 44.122.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2014067361/13.

(140079017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Ardea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 52.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

ARDEA S.A.

Référence de publication: 2014067275/11.

(140078948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Affretement Transport Partners s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1818 Howald, 4, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 179.781.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014067252/10.

(140078603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Alcoa Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 90.117.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014067257/10.

(140079356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Alpha Industrial Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 1, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 129.732.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067259/10.

(140079168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Amundi Islamic, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 142.984.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014067263/10.

(140078535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Amundi Money Market Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 156.478.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014067265/10.

(140078537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

An der Gessel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4711 Pétange, 9, rue d'Athus.

R.C.S. Luxembourg B 37.373.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067266/10.

(140079194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Bieschbecher Atelier S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Berschbach, 47, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 143.093.

Les Comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 14/05/2014.

Pour Bieschbecher Atelier S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2014067295/12.

(140078858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

BEPAR Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2135 Luxembourg, 75, Fond Saint Martin.

R.C.S. Luxembourg B 142.126.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014067305/12.

(140079321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Anicca Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9641 Brachtenbach, 16, Maison.
R.C.S. Luxembourg B 142.570.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014067269/10.

(140079255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Arkley Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 94.249.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014067276/10.

(140078694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

ARM Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 169.669.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014067278/10.

(140078696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

ARM Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 169.669.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014067279/11.

(140078845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

CORESTATE IREI Holding S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 186.352.

Les statuts coordonnés suivant le répertoire n° 1560 du 29 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Paul MEYERS
Notaire

Référence de publication: 2014067403/13.

(140079001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

ASF Rome Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 92.500,00.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 170.839.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 13 mai 2014.

Référence de publication: 2014067282/10.

(140078546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Asia Real Estate Income Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 102.714.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014067283/11.

(140079166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

ATP Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 1, Hauptstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 169.611.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 14 mai 2014.

Référence de publication: 2014067284/10.

(140079201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Bijouterie-Horlogerie HOFFMANN Grevenmacher S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6730 Grevenmacher, Coin Grand-rue et route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 55.386.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014067296/9.

(140079373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Amantea Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 177.971.

Constituée par devant Me Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 May 2013, acte publié
au Mémorial C no 1858

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Amantea Finco S.à r.l.
Marielle Stijger
Gérant

Référence de publication: 2014067942/14.

(140079553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2014.

By Manu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8813 Bigonville, 14, rue du Village.
R.C.S. Luxembourg B 173.900.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 13 mai 2014.

Référence de publication: 2014067301/10.

(140078418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Bishopgate Investment Financial Incorporated S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 172.768.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2014.

Référence de publication: 2014067298/10.

(140079151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Bata Brands S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 92.292.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BATA BRANDS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014067304/11.

(140079147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Deltatank A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5515 Remich, 9, rue des Champs.
R.C.S. Luxembourg B 75.218.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung Abgehalten am Firmensitz Ausserordentlich am 16. April 2014 um 14.00 Uhr

Die Versammlung nimmt einstimmig die Kündigung vom 16. April 2014 von Herrn Govert W. Macleanen, geboren am 20.08.1938 in Hurwenen (NL), wohnhaft in 7, route du Vin, L - 5401 Ahn, an.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2014067418/13.

(140078989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Australian Aggregation Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: AUD 59.994,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 161.323.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014067247/10.

(140079045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

BGM, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 18, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 164.204.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067306/9.

(140078614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Expert Petroleum SPV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.728,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 186.995.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of the month of May.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

There appeared:

Expert Petroleum Founders S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), organised under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies, incorporated pursuant to a deed of Maître Francis KESSELER, notary, residing in Esch-sur-Alzette, on April 30th 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Sole Shareholder),

represented by Ms Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030, Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on May 8th 2014, which proxy shall be signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for purposes of registration;

being the Sole Shareholder of Expert Petroleum SPV S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), organised under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies, incorporated pursuant to a deed of Maître Francis KESSELER, notary, residing in Esch-sur-Alzette, on April 30th 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company).

The above named party has declared and requested the notary to record:

1. that the Sole Shareholder holds all the twelve thousand five hundred (12,500) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, issued by the Company representing 100% of the share capital of the Company, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda below; and

2. that the items on which resolutions are to be passed are as follows:

Agenda:

1. Increase of the issued share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to an amount of twenty-four thousand seven hundred and twenty-eight Euro (EUR 24,728) by the issue of twelve thousand two hundred and twenty-eight (12,228) shares of a nominal value of one Euro (EUR 1.-) in consideration for the contribution in kind by the Sole Shareholder of four million eighty-eight thousand one hundred and ninety-two (4,088,192) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each in Expert Petroleum Holdings S.à r.l. representing 34.57 % of its share capital.

2. Subscription and payment of the twelve thousand two hundred and twenty-eight (12,228) additional shares to be issued by the Company to the Sole Shareholder through a contribution in kind by the Sole Shareholder of four million eighty-eight thousand one hundred ninety-two (4,088,192) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each in Expert Petroleum Holdings S.à r.l., valued at an aggregate amount of seventeen million thirty-one thousand and seventy-nine US Dollars and twenty-five cents (USD 17,031,079.25) being equivalent to twelve million two hundred and twenty-eight thousand eight hundred and twenty-one Euro and seventeen cents (EUR 12,228,821.17) at a conversion rate of USD:EUR = 1.3927:1 published by the European Central Bank on May 7th 2014.

3. Subsequent amendment to article 8.1 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the capital increase.

Thereupon, the Sole Shareholder took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to an amount of twenty-four thousand seven hundred and twenty-eight Euro (EUR 24,728) by the issue of twelve thousand Two hundred and twenty-eight (12,228) additional shares (the Additional Shares) of a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each together with a share premium of an amount of twelve million two hundred and sixteen thousand five hundred and ninety-three Euro and seventeen cents (EUR 12,216,593.17) to be subscribed and paid up by the Sole Shareholder.

Subscription

The Sole Shareholder, prenamed, declares to subscribe and pay the Additional Shares in full together with a share premium through a contribution in kind consisting of four million eighty-eight thousand one hundred ninety-two (4,088,192) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each representing 34.57% of the share capital of Expert Petroleum Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly organised and existing under the laws of Luxembourg with its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 147.929 with an issued share capital of eleven million eight-hundred and twenty-three thousand seven hundred and ninety one US Dollars (USD 11,823,791.-) (the Contribution in Kind)

The Contribution in Kind has been further described and valued by the managers of the Company pursuant to a valuation report dated May 9th 2014 (which valuation report after being signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary shall remain attached hereto to be registered with the present deed). The conclusion of this report is as follows:

"The managers, on the basis of the aforementioned consider that the documentation and assurance received provide adequate substantiation as to the existence and extent of the Contribution in Kind.

The managers are of the opinion that the Contribution in Kind as described above, as offered by the Company's sole shareholder in consideration for the issue of 12,228 additional shares in the Company of a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each together with a share premium of an amount of EUR 12,216,593.17, is equal to an aggregate total amount of EUR 12,228,821.17 which corresponds at least to the nominal value of the additional shares to be issued by the Company plus the share premium, and that, accordingly, the Company may issue 12,228 additional shares of a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, allocate an amount of EUR 12,228.- to the share capital, and record an aggregate share premium of EUR 12,216,593.17 in the books of the Company."

The Sole Shareholder approved the above valuation of the Contribution in Kind at an aggregate amount of seventeen million thirty-one thousand and seventy-nine US Dollars and twenty-five cents (USD 17,031,079.25) being equivalent to twelve million two hundred and twenty-eight thousand eight hundred and twenty-one Euro and seventeen cents (EUR 12,228,821.17) at a conversion rate of USD: EUR = 1.3927:1 published by the European Central Bank on May 7th 2014.

Proof of the transfer of the Contribution in Kind described here above to the Company was given.

The Sole Shareholder further resolved that out of the total subscription price of the Additional Shares, an amount of twelve thousand two hundred and twenty-eight Euro (EUR 12,228) be allocated to the share capital and an amount of twelve million two hundred and sixteen thousand five hundred and ninety-three Euro and seventeen cents (EUR 12,216,593.17) be allocated to the distributable share premium account.

Second resolution

As a result of the preceding increase of capital of the Company, the Sole Shareholder resolves to amend article 8.1 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"The capital of the Company is fixed at twenty-four thousand seven hundred and twenty-eight Euro (EUR 24,728) divided into twenty-four thousand seven hundred and twenty-eight (24,728) shares of one Euro (EUR 1.-) each (the Shares)."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any form whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the above capital increase are estimated at approximately five thousand five hundred euro (EUR 5,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing party, this deed is drafted in English followed by a French translation; at the request of the same party, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall prevail.

Done in Esch-sur-Alzette, on the date mentioned at the beginning of this document.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Follows french translation

L'an deux mille quatorze, le neuf mai.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Expert Petroleum Founders S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, en cours d'inscription auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 30 avril 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (l'Associé Unique)

représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée, avec adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée le 8 mai 2014, laquelle, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement,

étant l'Associé Unique de Expert Petroleum SPV S.à r.l., une société à responsabilité limitée, dûment constituée et existant sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, en cours d'inscription auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 30 avril 2014, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société).

La partie comparante, a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. l'Associé Unique détient toutes les douze mille cinq cents (12,500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, émises par la Société, de sorte que des décisions peuvent être valablement prises sur tous les points portés à l'ordre du jour ci-dessous; et

2. les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social émis de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à un montant de vingt-quatre mille sept cent vingt-huit euros (EUR 24.728) par l'émission de douze mille deux cent vingt-huit (12.228) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune en contrepartie de l'apport en nature par l'Associé Unique de quatre millions quatre-vingt-huit mille cent quatre-vingt-douze (4.088.192) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, dans Expert Petroleum Holdings S.à r.l. représentant 34,57% de son capital.

2. Souscription et paiement des douze mille deux cent vingt-huit (12.228) parts sociales additionnelles à émettre par la Société à l'Associé Unique par l'apport en nature par l'Associé Unique de quatre millions quatre-vingt-huit mille cent quatre-vingt-douze (4.088.192) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune dans Expert Petroleum Holdings S.à r.l., évaluées à un montant total de dix-sept millions trente-et-un mille soixante-dix-neuf US dollars et vingt-cinq cents dollars américains (USD 17.031.079,25) équivalent à douze millions deux cent vingt-huit mille huit cent vingt-et-un euros et dix-sept centimes (EUR 12.228.821,17) à un taux de conversion de USD:EUR = 1,3927:1 tel que publié par la Banque Centrale Européenne le 7 mai 2014.

3. Modification subséquente de l'article 8.1 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital.

Ensuite, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à un montant de vingt-quatre mille sept cent vingt-huit euros (EUR 24.728) par l'émission de douze mille deux cent vingt-huit (12.228) parts sociales additionnelles (les Parts Sociales Additionnelles) d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune ensemble avec une prime d'émission d'un montant de douze millions deux cent seize mille cinq cent quatre-vingt-treize euros et dix-sept centimes (EUR 12.216.593,17) qui seront souscrites et payées par l'Associé Unique.

Souscription

Les Parts Sociales Additionnelles ont été souscrites et entièrement libérées ensemble avec une prime d'émission par l'Associé Unique, prénommé, par un apport en nature consistant en quatre millions quatre-vingt-huit mille cent quatre-vingt-douze (4.088.192) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, représentant 34,57% du capital social de Expert Petroleum Holdings S.à r.l., une société dûment constituée et existant sous les lois du Luxembourg ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.929, ayant un capital social émis de onze millions huit-cent vingt-trois mille sept cent quatre-vingt-onze dollars américains (USD 11.823.791.-) (l'Apport en Nature).

L'Apport en Nature a en outre fait l'objet d'une description et d'une évaluation par les gérants de la Société en vertu d'un rapport d'évaluation daté du 9 mai 2014 (lequel rapport d'évaluation, après avoir été signé ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec lui). La conclusion de ce rapport est la suivante:

"The managers, on the basis of the aforementioned consider that the documentation and assurance received provide adequate substantiation as to the existence and extent of the Contribution in Kind.

The managers are of the opinion that the Contribution in Kind as described above, as offered by the Company's sole shareholder in consideration for the issue of 12,228 additional shares in the Company of a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each together with a share premium of an amount of EUR 12,216,593.17, is equal to an aggregate total amount of EUR 12,228,821.17 which corresponds at least to the nominal value of the additional shares to be issued by the Company plus the share premium, and that, accordingly, the Company may issue 12,228 additional shares of a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, allocate an amount of EUR 12,228.- to the share capital, and record an aggregate share premium of EUR 12,216,593.17 in the books of the Company."

L'Associé Unique a approuvé l'évaluation ci-dessus de l'Apport en Nature à un montant de dix-sept millions trente-et-un mille soixante-dix-neuf US dollars et vingt-cinq cents dollars américains (USD 17.031.079,25), étant égal à douze millions deux cent vingt-huit mille huit cent vingt-et-un euros et dix-sept centimes (EUR 12.228.821,17) à un taux de conversion de USD:EUR = 1,3927:1 tel que publié par la Banque Centrale Européenne le 7 mai 2014.

Preuve du transfert de l'Apport en Nature décrit ci-avant à la Société a été apportée.

L'Associé Unique a ensuite décidé que du prix de souscription total des Parts Sociales Additionnelles, un montant de douze mille deux cent vingt-huit euros (EUR 12.228) soit alloué au capital social et un montant de douze millions deux cent seize mille cinq cent quatre-vingt-treize euros et dix-sept centimes (EUR 12.216.593,17) soit alloué au compte prime d'émission distribuable.

Deuxième résolution:

En conséquence de l'augmentation de capital qui précède, l'Associé Unique décide de modifier l'article 8.1 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

«Le capital social de la Société est fixé à vingt-quatre mille sept cent vingt-huit euros (EUR 24.728) divisé en vingt-quatre mille sept cent vingt-huit (24.728) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) chacune (les Parts).»

Dépenses:

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société suite à son augmentation de capital sont estimés à approximativement cinq mille cinq cents euros (EUR 5.500,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 mai 2014. Relation: EAC/2014/6657. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014068876/196.

(140080440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2014.

Fermat 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 14.831.281,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 168.721.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of April,

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared the following:

- Fermat 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised and established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 30,822,239 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 169330 (the "Sole Shareholder")

represented by Mr Florian GERMAIN, lawyer, with professional address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given in Luxembourg on 22 April 2014 which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, represented as above stated, declares that it currently holds all the fourteen million, seventy one thousand, two hundred and eighty-one (14,071,281) shares of Fermat 2 S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised and established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 14,071,281 (fourteen million seventy one thousand two hundred and eighty-one US Dollars) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 168721, incorporated by a deed enacted by the undersigned notary, on December 30th, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1520 dated June 18th, 2012 (the "Company"). The Company's articles of association have been amended for the last time by a deed enacted by the undersigned notary, March 10th, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party, duly represented, being the sole shareholder of the Company, took the following resolutions:

Agenda

1. To increase the Company's share capital with an amount of seven hundred sixty thousand US Dollars (USD 760,000), in order to raise it from its current amount of fourteen million seventy one thousand two hundred and eighty-one US Dollars (USD 14,071,281), divided into fourteen million seventy one thousand two hundred and eighty-one (14,071,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each, to an amount of fourteen million eight hundred thirty one thousand two hundred eighty-one US Dollars (USD 14,831,281), divided into fourteen million eight hundred thirty one thousand two hundred eighty-one (14,831,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1).

2. To issue seven hundred sixty thousand (760,000) shares so as to raise the total number of shares to fourteen million eight hundred thirty one thousand two hundred eighty-one US Dollars (14,831,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each, with a share premium of seventy five million two hundred forty thousand US Dollars (USD 75,240,000), having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitled to dividends as from the day of such extraordinary general shareholder meeting.

3. To subscribe seven hundred sixty thousand (760,000) shares of the Company with a nominal value of one US Dollar (USD 1) with a share premium of seventy five million two hundred forty thousand US Dollars (USD 75,240,000).

4. To amend article 6.1 of the articles of association of the Company so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1) to 3).

5. Miscellaneous.

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to increase the Company's share capital by an amount of seven hundred sixty thousand US Dollars (USD 760,000),

in order to raise it from its current amount of fourteen million seventy-one thousand two hundred and eighty-one US Dollars (USD 14,071,281) divided into fourteen million seventy-one thousand two hundred and eighty-one (14,071,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each,

to an amount of fourteen million eight hundred thirty-one thousand two hundred eighty-one US Dollars (USD 14,831,281), divided into fourteen million eight hundred thirty-one thousand two hundred eighty-one (14,831,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1).

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to issue seven hundred sixty thousand US Dollars (USD 760,000) shares so as to raise the total number of shares to fourteen million eight hundred thirty-one thousand two hundred eighty-one US Dollars (14,831,281) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each,

with a share premium of seventy-five million two hundred forty thousand US Dollars (USD 75,240,000), having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitled to dividends as from the day of such extraordinary general shareholder meeting.

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to accept the subscription of seven hundred sixty thousand (760,000) shares of the Company with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each, with a share premium of seventy-five million two hundred forty thousand US Dollars (USD 75,240,000), by the Sole Shareholder.

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon, now appeared Mr Florian GERMAIN, prenamed, acting in his capacity as duly authorised agent and attorney in fact of the Sole Shareholder.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of the Sole Shareholder, prenamed, to the increase of capital.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence has been given to the undersigned notary by a bank certificate.

The capital increase has been fully paid up by a contribution of cash in the amount of seventy-six million US Dollars (USD 76,000,000).

Fourth resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to amend article 6.1 of the articles of association of the Company which shall forthwith read as follows:

" **Art. 6.1. Subscribed share capital.** The issued share capital of the Company amounts to fourteen million eight hundred thirty-one thousand two hundred eighty-one US Dollars (USD 14,831,281) represented by fourteen million eight hundred thirty-one thousand two hundred eighty-one (14,831,281) share of one US Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 7,000.

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing party's proxyholder known to the notary by name, first name, civil status and residence, the appearing party's proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre avril.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

- Fermat 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et valablement existante selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital de USD 30.822.239 et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169330 (l'"Associé Unique"),

représenté par Mr Florian GERMAIN, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 22 avril 2014. La procuration signée "ne varietur" par la partie comparante et par le notaire soussigné devra être annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme décrit ci-dessus déclare détenir l'intégralité des quatorze millions soixante et onze mille deux cent quatre-vingt-une (14.071.281) parts sociales de Fermat 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée incorporée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168721 avec un capital social actuel de quatorze millions soixante et onze mille deux cent quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 14.071.281), et constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 30 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1520 du 18 juin 2012 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 mars 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Lequel comparant dûment représenté, en tant qu'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société dont la valeur actuelle est de quatorze millions soixante et onze mille deux cent quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 14.071.281) représenté par quatorze million soixante et onze mille deux cent quatre-vingt-une (14.071.281) parts sociales avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune, d'un montant de sept cent soixante mille Dollars Américains (USD 760.000), afin d'obtenir un capital social d'un montant de quatorze millions huit cent trente et un mille deux centre quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 14.831.281), représenté par quatorze millions huit cent trente et un mille deux centre quatre-vingt-une (14.831.281) parts sociales avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune.

2. Emission de sept cent soixante mille (760,000) parts sociales afin d'élever le nombre total des parts sociales à quatorze millions huit cent trente et un mille deux centre quatre-vingt-une (14.831.281) avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune, avec une prime d'émission de soixante-quinze millions deux cent quarante mille

Dollars Américains (USD 75.240.000), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et donnant droit aux dividendes à partir de la date d'une telle assemblée générale extraordinaire.

3. Acceptation de la souscription de sept cent soixante mille (760,000) parts sociales de la Société avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune, avec une prime d'émission de soixante-quinze millions deux cent quarante mille Dollars Américains (USD 75.240.000).

4. Modification de l'article 6.1 des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions devant être adoptées sous les points 1) à 3).

5. Divers.

a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société dont la valeur actuelle est de quatorze millions soixante et onze mille deux cent quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 14.071.281) représenté par quatorze millions soixante et onze mille deux cent quatre-vingt-une (14.071.281) parts sociales avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune,

d'un montant de sept cent soixante mille Dollars Américains (USD 760.000),

afin d'obtenir un capital social d'un montant de quatorze millions huit cent trente et un mille deux cent quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 14.831.281), représenté par quatorze millions huit cent trente et un mille deux cent quatre-vingt-une (14.831.281) parts sociales avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'émettre sept cent soixante mille (760,000) parts sociales afin d'élever le nombre total de parts sociales à quatorze millions huit cent trente et un mille deux cent quatre-vingt-une (14.831.281) avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune,

avec une prime d'émission de soixante-quinze millions deux cent quarante mille Dollars Américains (USD 75.240.000), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et donnant droit aux dividendes à partir de la date d'une telle assemblée générale extraordinaire.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter la souscription de sept cent soixante mille (760,000) parts sociales de la Société avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune, avec une prime d'émission de soixante-quinze millions deux cent quarante mille Dollars Américains (USD 75.240.000) par l'Associé Unique.

Intervention de l'apporteur - Souscription - Paiement

Comparaît ensuite aux présentes Mr Florian GERMAIN, préqualifié, agissant en sa qualité de mandataire de l'actionnaire unique, susmentionné, dûment autorisé.

La partie comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de l'Associé Unique l'augmentation de capital.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire soussigné par un certificat bancaire.

L'augmentation de capital a été payée en intégralité au moyen d'un apport en numéraire de soixante-seize millions de Dollars Américains (USD 76.000.000).

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 6.1 des statuts de la Société qui est remplacé par le texte qui suit:

" **Art. 6.1. Capital souscrit et libéré.** Le capital social émis est fixé à quatorze millions huit cent trente et un mille deux cent quatre-vingt-un Dollars Américains (USD 14.831.281) représenté par quatorze millions huit cent trente et un mille deux cent quatre-vingt-une (14.831.281) parts sociales d'une valeur nominale de un Dollar Américain (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

Estimation des coûts

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à EUR 7.000.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie contractante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la partie contractante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Le présent acte notarié a été constitué au Luxembourg, le jour indiqué sur l'acte.

L'acte ayant été lu à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, usuel, état civil et demeure, cette personne a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: F. Germain et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 mai 2014. LAC/2014/20668. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2014.

Référence de publication: 2014068903/182.

(140080905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2014.

IAESTE A.s.b.l., International Association for the Exchange of Students for Technical Experience, association sans but lucratif, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert 1er.

R.C.S. Luxembourg F 1.180.

—
STATUTS

I. Dénomination, Objet social, Siège, Durée, Langue

Art. 1^{er}. La dénomination de l'Association est International Association for the Exchange of Students for Technical Experience, association sans but lucratif, en abrégé IAESTE, A.s.b.l.

Art. 2. L'Association a pour mission et pour objectifs:

MISSION:

- a) Mettre en oeuvre un programme d'échange de haute qualité entre les Membres, axé sur la formation pratique, aux fins d'améliorer le développement technique et professionnel;
- b) promouvoir à l'échelle internationale l'entente et le bon vouloir entre étudiants, institutions académiques, employeurs et la communauté au sens large;
- c) Fonctionner indépendamment de toute distinction de race, de couleur, de sexe, de convictions politiques ou religieuses, de handicaps, d'orientations sexuelles, d'identités ou expressions de genres et de promouvoir des pratiques non discriminatoires.

OBJECTIFS:

- a) Assurer aux étudiants de formation supérieure l'expérience technique utile à leurs études;
- b) Fournir aux employeurs des stagiaires qualifiés et motivés;
- c) Servir de source d'enrichissement culturel pour les stagiaires et leurs communautés d'accueil.

OBJET:

L'activité principale de l'Association consiste en l'échange de stagiaires désireux d'acquérir une expérience technique sur une base bilatérale ou multilatérale et dans le développement complémentaire de ces services.

L'Association est une organisation indépendante, apolitique et non gouvernementale.

Art. 3. Le Siège de l'Association est sis à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu au sein du Grand-Duché de Luxembourg par décision ordinaire du Conseil d'Administration.

Art. 4. L'Association est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. La langue de travail de l'Association est l'anglais.

II. Exercice fiscal

Art. 6. L'exercice fiscal de l'Association correspond à l'année civile.

III. Membres

Art. 7. Les Membres de l'Association sont des corps légaux constitués par des Comités Nationaux ou organisations nationales conseillées par leurs Comités Nationaux et dûment enregistrés conformément à leur législation nationale. Les Comités Nationaux représentent les intérêts des cercles professionnels, académiques et d'étudiants. Les Membres opèrent des bureaux nationaux.

Un Membre est représenté par un Délégué mandaté, nommé par le représentant légal de l'association membre.

L'Association est composée de deux types de membres: Membres à part entière et Membres associés.

a) Membres à part entière: Les Membres à part entière sont ceux acceptés comme tels par l'Assemblée Générale. Seuls les Membres à part entière ont droit de vote à l'Assemblée Générale. Le nombre de Membres à part entière ne pourra jamais être inférieur à 10.

b) Membres associés: Avant de devenir un Membre à part entière, un membre est d'abord un Membre Associé en période de qualification requise par l'Association, comme stipulé dans le Règlement Intérieur. Les Membres Associés

peuvent assister aux activités et à la Conférence Générale de l'Association, sans disposer de droit de vote. La période comme Membre Associé est fixé à un minimum de trois ans et peut être prolongée conformément au règlement intérieur.

À moins que cela ne soit précisé la mention Membre ci-après concerne les deux.

Il ne peut y avoir qu'un seul Membre par pays membre des Nations Unies.

Art. 8. L'Assemblée Générale pourra admettre de nouveaux Membres au sein de l'Association à la majorité de deux tiers, tel que stipulé au Règlement intérieur. Les Membres pourront démissionner de l'Association, perdre d'office leur qualité de membre ou être déchus de leur qualité de Membre par l'Assemblée Générale pour les motifs suivants, conformément aux dispositions du Règlement intérieur:

- a) Faute grave commise dans le cadre de la gestion de l'échange;
- b) Emploi abusif de la dénomination et du logo de l'Association;
- c) Irrégularités financières;
- d) Manquement grave aux Statuts et Règlement Intérieur de l'IAESTE;
- e) Perte de sa capacité légale.

Tout Membre pourra démissionner de l'Association, sous réserve d'adresser sa démission par courrier recommandé au Conseil d'Administration de l'Association.

Les motifs suivants seront réputés constituer une cause de démission:

a) Défaut de participation aux échanges injustifié par l'un quelconque Membre pendant une période de deux années consécutives;

b) défaut de paiement de la cotisation par l'un quelconque Membre, ce malgré une mise en demeure formelle à lui adressée à cet effet et restée sans suite dans les 3 mois qui suivent la date d'envoi de ladite mise en demeure, à moins d'un ajournement de paiement transmis par le Conseil d'Administration conformément au Règlement intérieur.

Art. 9. L'Association ne peut s'ingérer dans les activités nationales d'un Membre sauf à titre de conseil ou sur leur demande.

IV. Assemblée générale

Art. 10. L'Assemblée Générale sera investie de tous les pouvoirs non conférés par la loi ni par les présents Statuts à un autre organe de l'Association.

L'Assemblée Générale est composée de délégués, un pour chaque Membre.

L'Assemblée Générale se réunira au moins une fois par année civile (si possible en janvier) sur convocation adressée par le Conseil d'Administration par simple courrier au moins deux mois à l'avance à tous les Membres de l'Association, et accompagnée de l'ordre du jour proposé par le Conseil d'Administration.

Une Assemblée Générale se tiendra également à la demande d'un cinquième des Membres à part entière de l'Association, adressée au moins un mois à l'avance et accompagnée de l'ordre du jour.

Le quorum de présence minimum requis pour l'Assemblée Générale sera de 50 % des Membres à part entière.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix des Membres à part entière présents sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les statuts.

Aux fins de vote, les Membres à part entière pourront se faire représenter par un autre Membre à part entière par procuration écrite

Ce mandataire ne pourra pas représenter plus de membres que définis par la loi luxembourgeoise et en aucun cas plus de cinq membres incluent eux-mêmes.

Art. 11. Avant l'envoi de l'ordre du jour pour l'Assemblée Générale, chaque proposition ayant l'appui signé d'au moins 5 % des membres sera incluse dans cet ordre du jour.

Des points non mentionnés à l'ordre du jour pourront être ajoutés par l'Assemblée Générale, sous réserve d'approbation exprimée à la majorité de deux tiers des voix des Membres présents.

Art. 12. L'Association est régie par les présents Statuts et par le Règlement Intérieur adoptés par l'Assemblée Générale.

Art. 13. Les résolutions adoptées par l'Assemblée Générale seront communiquées aux Membres et à des tiers par la voie circulaire ou par tout autre moyen jugé approprié et les décisions seront accessibles aux tiers au siège social de l'Association.

V. Administration

Art. 14. Un Conseil d'Administration constitué de 5 membres administrera l'Association. Les membres du Conseil d'Administration exercent leurs fonctions de manière collégiale. Il y aura un Président et quatre Membres. Le Conseil élira parmi ces quatre membres un Secrétaire et un Trésorier.

Le Président sera élu pour une durée de deux ans par l'Assemblée Générale précédant son terme et pourra être réélu. La période maximale d'exercice ne pourra excéder six ans.

Trois membres seront élus à l'Assemblée Générale parmi les délégués mandatés par les différents Membres à part entière.

Ces trois membres ordinaires du Conseil d'Administration seront élus pour une durée de trois ans, leur mandat devant être exercé à titre successif et ils ne pourront pas être reconduits dans leur mandat pour un terme consécutif.

Le quatrième membre ordinaire sera élu pour une durée d'un an entre des personnes mandatées par les Membres à part entière. Le quatrième membre ordinaire du Conseil d'Administration pourra être reconduit dans son mandat pour un terme consécutif.

Chaque Membre ne bénéficiant plus du soutien de son Organisation Membre, perd sa qualité de membre du Conseil d'Administration.

En cas d'incapacité, de démission ou d'absence d'exécution des tâches qui sera constatée à l'unanimité par les autres membres du Conseil d'Administration, de démission ou de non-élection de l'un des Membres du Conseil d'Administration, ce dernier décidera des mesures à prendre pour assurer la poursuite de l'administration de l'Association.

Les membres du Conseil d'Administration ont le droit de coopter un autre Membre éligible à leur place comme intérimaire jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

La composition du Conseil d'Administration devra refléter, dans la mesure du possible, l'étendue géographique et la diversité de l'Association.

Les mandats des membres du Conseil d'Administration seront exercés à titre gratuit mais ils recevront des allocations de voyage et de manutention en accord avec les barèmes prévus par les Nations Unies (ONU) à cet effet.

Art. 15. Le Conseil d'Administration met en oeuvre la politique de l'Association et les décisions approuvées par l'Assemblée Générale, initie des activités dans le cadre de la politique de l'Association et soumet des directives stratégiques à l'Association.

a) Le Président convoque et préside les réunions du Conseil d'Administration. Il représente l'Association au niveau international.

b) Le Secrétaire est responsable au niveau administratif supérieur pour l'administration internationale de l'Association, et agit comme intermédiaire des communications et comme gardien des actes de l'Association.

c) Le Trésorier est responsable des finances de l'Association.

Art. 16. Le Conseil d'Administration se réunira au moins deux fois par an ou à chaque fois que les intérêts de l'Association l'exigeront, sur convocation du Président.

Aux fins de vote au sein du Conseil d'Administration, les membres pourront se faire représenter par un autre membre du Conseil par procuration écrite.

De même, le Conseil sera tenu de se réunir à la demande de deux tiers de ses membres ou à la demande du Président.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par courrier simple ou tout autre moyen de communication jugé approprié au moins deux semaines avant la date fixée.

Art. 17. L'Association se trouvera engagée par la signature conjointe de l'un des membres du Conseil d'Administration et du Trésorier, sauf lorsqu'il s'agit d'opérations financières inférieures à 3.000 Euro, auquel cas la signature du Trésorier sera réputée suffisante.

Art. 18. Le Conseil d'Administration pourra, sous sa propre responsabilité, déléguer ses pouvoirs relatifs à un domaine spécifique à l'un de ses membres ou à un tiers.

Les obligations et les pouvoirs du Conseil d'Administration seront fixés par la loi, l'article 19 ci-après ainsi que par le Règlement Intérieur spécifique.

Art. 19. Le Conseil d'Administration pourra intervenir dans toutes les affaires juridiques et en justice, engager du personnel, accepter des donations et signer des contrats. Dans le cadre de sa gestion interne, le Conseil d'Administration sera régi par un Règlement intérieur spécifique élaboré et modifiable par le Conseil d'Administration.

VI. Ressources, Contributions et cotisations des membres

Art. 20. Les revenus de l'Association proviennent de:

- Cotisations de ses Membres;
- Donations, cadeaux, dons et éventuelles subventions;
- Ressources générées par ses propres activités autorisées;
- Rendement des comptes bancaires;
- Tous autres moyens légaux conformes à son objet social et à ses objectifs.

Art. 21. Les Membres de l'Association seront tenus de payer une cotisation annuelle dont le montant sera fixé par l'Assemblée Générale.

Ladite cotisation annuelle ne sera en aucun cas remboursée, même en cas de cessation (ou perte) de la qualité de Membre de l'Association.

Art. 22. Le montant maximum de la cotisation annuelle due par les Membres sera fixé périodiquement par l'Assemblée Générale, mais ne pourra excéder la somme de 35.000 Euro.

VII. Établissement des comptes

Art. 23. Le Trésorier établira les comptes de profits et pertes afférents à l'exercice écoulé et les présentera, pour approbation, à l'Assemblée Générale annuelle, ensemble avec un budget prévisionnel pour l'exercice fiscal suivant.

Un Auditeur externe agréé, choisi par le Conseil d'Administration et approuvé par les Membres, vérifiera les comptes et les états financiers à la fin de l'exercice fiscal.

L'Assemblée Générale élira deux auditeurs internes pour un mandat d'une année avec possibilité de réélection pour un mandat consécutif. Les auditeurs ne pourront appartenir à aucun autre organe de l'Association, à l'exception de l'Assemblée Générale qui est couverte par leurs audits.

Avant l'Assemblée Générale, chaque Membre obtiendra une copie du budget, des comptes financiers annuels et du rapport de l'auditeur. Une copie de ces documents sera également déposée au siège de l'Association.

VIII. Modification des Statuts

Art. 24. L'Assemblée Générale ne pourra valablement délibérer sur des modifications à apporter aux Statuts qu'à condition que lesdites modifications soient inscrites, de manière expresse, à l'ordre du jour de la convocation de l'Assemblée et qu'au moins deux tiers des Membres à part entière soient présents.

Art. 25. Les modifications aux Statuts ainsi que leur publication devront être réalisées conformément aux dispositions afférentes à la loi du 21 avril 1928, dans sa version amendée.

IX. Dissolution et liquidation

Art. 26. La dissolution et la liquidation de l'Association devront se faire conformément aux dispositions afférentes à la loi du 21 avril 1928, dans sa version amendée.

Art. 27. En cas de dissolution de l'Association, ses actifs passeront à l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO).

X. Dispositions finales

Art. 28. Les parties présentes déclarent expressément que tous les points non prévus aux présents Statuts seront régis par les dispositions de la loi du 21 avril 1928, dans sa version amendée.

Ainsi établis à Quito, Équateur 24 Janvier 2014.

STATUTES

I. Name, Object, Registered Office, Duration, Language

Art. 1. The name of the Association is the International Association for the Exchange of Students for Technical Experience, Association sans but lucratif (non-profit association), commonly known as IAESTE A.s.b.l.

Art. 2. The Mission and Aims of the Association are:

MISSION:

a) To operate a high quality practical training exchange programme between Members in order to enhance technical and professional development;

b) To promote international understanding, co-operation and trust amongst students, academic institutions, employers and the wider community;

c) To operate irrespective of race, colour, gender, culture, religious or political beliefs, disability, sexual orientation, gender identity or expression. To promote non-discriminatory practices.

AIMS:

a) To provide students in higher education with technical experience relevant to their studies;

b) To offer employers well-qualified and motivated trainees;

c) To be a source of cultural enrichment for trainees and their host communities.

OBJECT:

The core activity of the Association is the exchange of trainees for technical experience on a bilateral or multilateral basis and the further development of these services.

The Association is an independent, non-political and non-governmental body.

Art. 3. The Registered Office of the Association is located in Luxembourg. The Registered Office may be moved to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg, by ordinary decision of the Board.

Art. 4. The Association is formed for an unlimited period.

Art. 5. The working language of the Association shall be English.

II. Financial year

Art. 6. The financial year of the association shall be the same as the calendar year.

III. Membership

Art. 7. The Members of the Association are legal bodies constituted by National Committees or national organisations advised by National Committees and registered, according to their national laws. National Committees represent industry, academic and student spheres of interest. The Members operate National Offices.

A Member is represented by a mandated Delegate, nominated by the legal representative of the member association.

There are two kinds of members: Full Members and Associate members.

a) Full Member: The Full Member is the one that has been accepted as such by the General Conference. Only Full Members have voting rights at the General Conference. The number of Full Members should never be less than 10.

b) Associate Member: Before becoming a Full Member, a member is first an Associate Member in a qualification period required by the Association as stated in the By-laws. Associate Members may attend the activities and the General Conference of the Association in a non-voting capacity. The period of membership as Associate Member is fixed at a minimum of three years and may be extended according to the By-laws.

Until specified the mention Members hereafter concerns both.

There can be only one Member whose nation of origin is a member of the United Nations.

Art. 8. The General Conference shall admit new Members to the Association as stated in the By-laws by a two-thirds majority. Members may resign from the Association, automatically lose Membership or have their Membership withdrawn by the General Conference for any of the following reasons, as stipulated by the By - laws:

- a) Gross misconduct in the running of the exchange;
- b) Misuse of the name and the logo of the Association;
- c) Financial impropriety;
- d) A major breach of the IAESTE Statutes and By-laws;
- e) Loss of their legal capacity.

Any Member may leave the Association by sending its resignation by registered letter to the Board of the Association.

In the event of either of the following a Member shall be deemed to have resigned:

- a) Any Member who has failed to participate in the exchange over a two-year consecutive period with no justifiable reason;
- b) Any Member who, having been given formal notice to pay the Membership fee, fails to do so within 3 months from the date of dispatch of such notice, unless payment is deferred by the Board according to the By-laws.

Art. 9. The Association does not interfere in the Members' national activities except in a consulting capacity or at their request.

IV. General Conference

Art. 10. The General Conference shall be vested with all powers not conferred by law or by these Statutes on another organ of the Association.

The General Conference is composed of delegates, one from each Member.

The General Conference shall take place at least once in every calendar year (if possible in January) upon being convened by the Board of the Association by notice sent at least two months in advance to all the Members of the Association, accompanied by the Agenda proposed by the Board.

A General Conference shall also be held upon a request to that effect being made by one fifth of the Full Members of the Association on at least one-month's notice, together with the Agenda.

The minimum quorum required for the General Conference shall be 50% of the Full Members.

The resolutions are adopted by a simple majority of the votes of the Full Members present unless otherwise stipulated in the Law or the statutes.

For the purposes of voting, Full Members may arrange to be represented by another Full Member pursuant to a written proxy.

A proxy holder cannot represent membership above what is stipulated by Luxembourg law and in any case cannot represent more than five members including them-selves.

Art. 11. Prior to the delivery of the agenda for the General Conference, every proposal with the signed support of at least 5% of the members has to be included in the agenda.

During the General Conference, items may be adopted in relation to matters not appearing on the agenda, provided that the General Conference consents thereto by a majority of two thirds of the Members present.

Art. 12. The Association is governed according to the present Statutes and the By-laws as voted by the General Conference.

Art. 13. Resolutions adopted by the General Conference shall be communicated to the Members and to third parties by circular letter or by any other means, which may be appropriate and the decisions will be accessible for third parties at the registered office of the Association.

V. Administration

Art. 14. A Board composed of five members shall manage the Association.

The members of the Board shall perform their duties in a collegial manner. There will be a President and four members. The Board will elect from the four members one as Secretary and one as Treasurer.

The President shall be elected for a two-year term by the General Conference preceding his or her term and may be re-elected. The maximum period of office of the President will be six years.

Three members shall be elected from mandated delegates from different Full Members at the General Conference.

These three members of the Board shall be elected for three years, the terms of office to start in successive years and may not run for a second consecutive term.

The fourth member shall be elected for one year from persons mandated by Full Members. The fourth member of the Board may be re-elected for one consecutive term.

Any of these Board members no longer supported by their Member Organisation loses his or her membership on the Board.

In the event of incapacity, non-performance stated unanimously by the other Board members, resignation or non-appointment of one of the Board members, the Board shall decide what action shall be taken to continue the administration of the Association until the next General Conference.

They have the right to co-opt another eligible member in their place as interim until the next General Conference.

The composition of the Board should reflect as far as possible the geographical spread and diversity of the Association.

The members of the Board shall carry out their terms of office free of charges but will receive travelling and subsistence allowances in accordance with the United Nations (UN) scale for such purposes.

Art. 15. The Board implements the Association's policy and decisions approved by the General Conference, initiates activities supporting the Association's policy in general and provides strategic direction to the Association.

a) The President will convene and chair the board meeting. He or she will represent the Association at the international level.

b) The Secretary is responsible at the higher directive level for the international administration of the Association, and acts as the active conduit for communication and custodian of the proceedings of the Association.

c) The Treasurer is responsible for the finances of the Association.

Art. 16. The Board shall meet at least twice each year or whenever the interests of the Association so require, convened by the President.

For the purposes of voting, members of the Board may arrange to be represented by another member of the Board pursuant to a written proxy.

By the same token, the Board must hold a meeting upon a request to that effect being made by two third of its members or at the request of the President.

Meetings of the Board shall be convened by ordinary letter or by any other means, which may be appropriate, at least two weeks in advance.

Art. 17. The Association shall be bound by the joint signatures of one ordinary member of the Board and the Treasurer, except for financial affairs not exceeding 3.000 Euro, for which the sole signature of the Treasurer is sufficient.

Art. 18. The Board may, on its own responsibility, delegate its powers in relation to any specific matters to one of its members or to a third party.

The duties and powers of the Board are those fixed by the Law, the following article 19, as well as stated in the specific By-laws.

Art. 19. The Board may act for all legal affairs and in justice, engage staff, accept donations and sign contracts. For its internal management the Board will be governed by specific By-laws set up and amendable by the Board.

VI. Resources - Contributions and Membership Fees

Art. 20. The Association's income derives from:

- Its membership fee;
- Donations, gifts, grants and subsidies if any;
- Resources from its own authorised activity;

- The yield of bank accounts;
- Any other legal means that comply with the purpose and objective of the Association.

Art. 21. The Members of the Association shall be required to pay a membership fee in an amount to be fixed by the General Conference.

That fee shall not be refunded under any circumstances or in the event of cessation of membership in the Association.

Art. 22. The maximum annual membership fee payable by the Members shall be periodically fixed by the General Conference, but may not exceed 35.000 Euro.

VII. Drawing-Up of Accounts

Art. 23. The treasurer shall draw up the account of income and expenditure for the past financial year and shall submit the same for approval to the Annual General Conference, together with a draft budget for the actual financial year.

An external chartered Auditor, selected by the Board and approved by the Members shall audit the accounts and the financial statements after the end of the financial year.

The General Conference elects two internal Auditors on a one-year term, with the possibility of re-election of one consecutive term. The Auditors may not belong to any other body, except for the General Conference that is covered by their audits.

Prior to the General Conference every Member should obtain a copy of the budget, the annual balances and the report of the auditor. A copy of these documents will also be deposited at the registered office of the Association.

VIII. Amendment of the Statutes

Art. 24. The General Conference may validly deliberate on amendments to be made to the Statutes only if those amendments are expressly set out in the agenda convening the meeting and if at least two thirds of the Full Members are present thereat.

Art. 25. Amendments to the Statutes, and the publication thereof, shall be effected in accordance with the relevant provisions of the Law of 21 April 1928, as amended.

IX. Dissolution and Liquidation

Art. 26. The dissolution and liquidation of the Association shall be performed in accordance with the relevant provisions of the Law of 21 April 1928, as amended.

Art. 27. In the event of the dissolution of the Association, its assets shall be bequeathed to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO).

X. Concluding provisions

Art. 28. The parties appearing expressly declare that all matters not regulated by these Statutes shall be governed by the provisions of the Law of 21 April 1928, as amended.

Agreed in Quito, Ecuador 24 January 2014.

Référence de publication: 2014068968/342.

(140080616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2014.

Havel Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 870.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 112.533.

In the year two thousand fourteen, on the thirtieth of April.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

PICCADILLY MAJOR CAPITAL S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 40, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg) under number B 129.632 , and

PICCADILLY MINOR CAPITAL S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 40, Avenue Monterey L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg) under number B 129.341,

(together hereinafter referred to as the "Shareholders"),

Here represented by Mr. Youssef Lqoule, private employee, residing in Luxembourg, acting by virtue of two proxies given on April 29th, 2014,

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties declare to be the current shareholders of Havel Holding S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered under number RCSL B 112.533 (the "Company"), incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, then notary residing in Mersch, on 5 December 2005 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 493 of 8 March 2006, page 23626. The articles of incorporation have been amended pursuant to:

- a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, on 29 December 2005 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 912 of 10 May 2006 page 43754;

- a deed of Maître Joseph Elvinger, on 13 February 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 941 of 22 May 2007 page 45143;

- a deed of Maître Henri Hellinckx, on 18 July 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2409 of 25 October 2007 page 115631. and -a deed of Maître Henri Hellinckx, on 6 November 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2912 of 14 December 2007 page 139764.

The agenda of the meeting is the following:

1. To revoke the classes of directors (gérants) A and B of the Company and as consequence amend the Art 7 of the articles of the Company.

2. Miscellaneous.

The Shareholders request the notary to document the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to revoke the classes of directors (gérants) A and B of the Company and as consequence amends the Art 7 of the articles of the Company which will henceforth have the following wording:

" Art. 7. Management.

7.1 - Appointment and removal

The Company is managed by one or more directors (gérants). The director(s) (gérant(s)) does not need to be shareholder(s).

If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (Conseil de gérance). In such event, each director (gérant) shall be appointed by the shareholders meeting.

The director(s) may be revoked ad nutum by the general meeting of shareholders.

7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (Conseil de gérance).

7.3 - Representation and signatory power

Subject to the provisions of Article 7.3 alinea 2 below, in dealing with third parties as well as in justice, the director(s) (gérant(s)) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article 7.3 shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the individual signature of any director (gérant) of the Company.

The director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (Conseil de gérance) may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (Conseil de gérance) will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

7.4 - Chairman, vice-chairman, secretary, procedures

The board of directors (Conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors (Conseil de gérance) and of the shareholders.

The resolutions of the board of directors (Conseil de gérance) shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman, or by a notary public, and recorded in the corporate book.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director (gérant).

The board of directors (Conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (Conseil de gérance).

In case of plurality of directors (gérants), resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors (gérants) of the Company present or represented at such meeting.

Any director may act at any meeting of the board of directors (Conseil de gérance) by appointing in writing another director as his proxy. A director (gérant) may also appoint another director to represent him by phone to be confirmed at a later stage.

Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the directors' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (Conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

7.5 - Liability of directors

The director(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company."

Second resolution

As a consequence of the first resolution the actual class A and class B directors Russell PERCHARD, Wayne FITZGERALD and Costas CONSTANTINIDES, will henceforth be individually qualified as "director" (gérant) and collectively as "board of directors" (conseil de gérance).

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-). The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing parties is known to the notary by their name, surname, civil status and residence, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze, le trente avril,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

PICCADILLY MAJOR CAPITAL S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite auprès du registre des sociétés sous le numéro B129.632, et

PICCADILLY MINOR CAPITAL S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite auprès du registre des sociétés sous le numéro B 129.341,

(ci-après dénommées les «Associés»),

Ici représentée par M Youssef Lqoule, employé privé, demeurant à Luxembourg, agissant en vertu de deux procurations reçues le 29 avril 2014,

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant, annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les comparants, déclarent être les associés de Havel Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, RCSL B122.533 (la «Société»), constituée par acte de Maître Henri Hellinckx, alors notaire résidant à Mersch le 5 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 493 le 8 mars 2006, page 23626.

Les statuts ont été modifiés en vertu de:

- un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, le 29 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 912 du 10 mai 2006 page 43754 (la "Société");

- un acte de Maître Joseph Elvinger, le 13 février 2007 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 941 du 22 mai 2007 page 45143 (la "Société");

- un acte de Maître Henri Hellinckx, le 18 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2409 du 25 Octobre 2007, page 115631 (la "Société"), et

- un acte de Maître Hellinckx, on 6 novembre 2007, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2912 du 14 décembre 2007 Page 139764 (la "Société").

L'ordre du jour de la réunion est le suivant:

1. Révoquer les classes de gérants A et B et modifier l'article 7 des statuts de la Société de l'Association et modifier l'article 7 des statuts de la Société.

2. Divers.

Les Associés demandent que le notaire documente les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de révoquer les classes de gérants A et B et de modifier l'article 7 des statuts de la Société, qui sera désormais libellé comme suit:

“ Art. 7. Gestion.

7.1 - Nomination et révocation

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Le(s) gérant(s) est/sont révocable(s) ad nutum par l'assemblée générale des associés.

7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.3 - Représentation et signature autorisée

Sous réserve des dispositions de l'article 7.3 alinéa 2 ci-dessous, dans les rapports avec les tiers et avec la justice, chaque gérant aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

En cas de gérant unique, la Société peut être engagée par la seule signature du gérant et en cas de pluralité de gérants par la signature individuelle d'un gérant de la Compagnie.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.4 - Président, vice-président, secrétaire, procédures

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par le président ou par un notaire et seront déposées dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un gérant.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la double majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

Tout gérant pourra agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son représentant. Un gérant pourra également désigner un autre gérant pour le représenter par téléphone, cela sera confirmé par écrit par la suite.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par «conférence call» via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

7.5 - Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.”

Deuxième résolution

Suite à la première résolution les gérants actuels de classe A et de classe B Russell PERCHARD, Wayne FITZGERALD et Costas CONSTANTINIDES, seront dorénavant individuellement appelés “gérant” et collectivement appelés “conseil de gérance”.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, de toute nature, qui devront être supportés par la Société ou qui sont mis à sa charge sont estimés à environ mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Le notaire instrumentant, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare qu'à la demande des comparants, l'acte a été rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre l'anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, établi à Luxembourg, le jour indiqué en tête du document.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom, état et demeure, les comparants ont signé avec nous, le notaire, l'acte original.

Signé: Y. Lqoule et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 06 mai 2014. LAC/2014/20883. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mai 2014.

Référence de publication: 2014068943/198.

(140080395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2014.

IfG-Greek SME Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 186.984.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of May,

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared the following:

Stichting IfG - Greek SME Finance, a Dutch law governed foundation, with registered office at Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW Amsterdam, the Netherlands and registered with the companies' register of Amsterdam under number 60577150;

represented by Ms Flora Gibert, Notary's Clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given privately;

which proxy after being signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

The said person represented as described above has drawn up the following Articles of Incorporation of a company which it hereby declares to form and which it has agreed as follows:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Corporate object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established by the subscriber and all those who may become owners of the shares hereafter created a company in the form of a société anonyme which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, by the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended, and by the present Articles of Incorporation.

The company may have one or more shareholders. In case it has only one shareholder, the company will not be dissolved by the death, dissolution, liquidation or similar events which may affect the sole shareholder.

The company will exist under the name of "IfG - Greek SME Finance S.A.".

Art. 2. Registered Office. The company will have its registered office in the municipality of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the same municipality by a resolution of its board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Corporate Object. The corporate object of the company is the entering into and the performance of any transactions permitted under the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended, including, inter alia, the acquisition and assumption, by any means, directly or through another vehicle, of risks linked to claims, other assets, moveable or immovable, tangible or intangible, receivables or liabilities of third parties or pertaining to all or part of the activities carried out by third parties and the issuing of securities the value or return of which is dependent upon such risks as defined in the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended.

It may in particular:

- acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any assets, hold and dispose of any assets in any manner and/or assume risks relating to any assets, including granting loans;
- exercise all rights whatsoever attached to these assets and risks;
- give guarantees and/or grant security interests over its assets to the extent permitted by the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended;
- make deposits at banks or with other depositaries;
- raise funds, issue bonds, notes, other debt securities and more generally any financial instruments, in order to carry out its activity within the frame of its corporate object;
- enter into and maintain swaps, options, forwards, futures, derivatives, foreign exchange transactions and other instruments or arrangements in order to hedge any transaction individually or on a portfolio basis;
- in compliance with article 61(1) of the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended, transfer any of its assets against due consideration and/or in accordance with the relevant issue documentation;
- raise temporary and/or ancillary financings for securitisation transactions.

The above enumeration is enunciate and not limitative, but is subject to the provisions of the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended.

The company may carry out any transactions which are directly or indirectly connected with its corporate object, at the exclusion of (i) any banking activity or other regulated activity under the law of 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, and more generally any banking activity subject to regulation, whether in Luxembourg or abroad, and (ii) any acquisition, holding, administration and/or disposal of shares in any company, enterprise or professional of the financial sector, and engage in any lawful act or activity and exercise any powers permitted for securitisation vehicles under the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended, to which the company is subject, that, in either case, are incidental to and necessary or convenient for the accomplishment of the above mentioned purposes; provided that the same are not contrary to the foregoing purposes.

Art. 4. Duration. The company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Corporate capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The company has an issued and paid-up corporate capital of thirty-one thousand euro (€ 31,000) divided into thirty-one (31) shares with a par value of one thousand euro (€ 1,000) each.

The corporate capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required by the laws of Luxembourg for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 6. Shares. The shares will be in the form of registered shares.

Art. 7. Compartments. The board of directors may establish one or more compartments which may be distinguished by the nature of acquired risks or assets, the distinctive terms of the securities issues made in their respect, the reference currency or other distinguishing characteristics.

The terms and conditions of the bonds, notes or other debt securities and instruments issued in respect of, and the specific objects of, each compartment shall be determined by the board of directors. Each holder of bonds, notes or other debt securities and instruments issued shall be deemed to fully adhere to, and be bound by, the terms and conditions applicable to these financial instruments and these articles of incorporation by subscribing to these bonds, notes or other debt securities and instruments.

The rights of investors and of creditors are limited to the assets of the company. Such rights, when related to a compartment or arisen in connection with the creation, operation or liquidation of a compartment, are limited to the assets of that compartment.

The assets of a compartment are exclusively available to satisfy the rights of investors in relation to that compartment and the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that compartment.

The board of directors shall (as and when one or several compartments have been created) establish and maintain separate accounting records for each of the compartments of the company for the purposes of ascertaining the rights of holders of financial instruments issued in respect of each compartment for the purposes of these articles of incorporation and the terms and conditions, such accounting records to be conclusive evidence of such rights in the absence of manifest error.

Where any asset is derived from another asset (whether cash or otherwise) such derivative asset shall be applied in the books of the company to the same compartment as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in the value of such asset shall be applied to the relevant compartment.

In the case of any asset of the company which the board of directors, or any person acting on behalf of the board of directors, does not consider is attributable to a particular compartment, the board of directors, or any person acting on behalf of the board of directors, shall have the reasonable discretion to determine the basis upon which any such asset shall be allocated or apportioned between compartments, and the board of directors shall have the power at any time and from time to time to vary such basis.

As and when several compartments have been created, the company shall establish consolidated accounts. Such consolidated accounts of the company, including all compartments, shall be expressed in the reference currency of the corporate capital of the company. The reference currencies of the compartments may be in different denominations.

Fees, costs, expenses and other liabilities incurred on behalf of the company as a whole shall be general liabilities of the company and may be allocated by decision of the board of directors on a pro-rata basis and/or in accordance with the relevant issue documentation.

Chapter III. - Board of directors, Approved auditor(s)

Art. 8. Board of Directors. The company shall be administered by a board of directors composed of at least three members who need not be shareholders. However, in case the company has only one shareholder, the board of directors may be composed of only one member appointed by the sole shareholder.

The company shall have at least one director at all times.

A director which is a legal entity must appoint a permanent representative.

The directors shall be elected by the sole shareholder (or, in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders), which shall determine their number, for a period not exceeding six (6) years, and they shall hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder (or, in case of plurality of shareholders, by a resolution of the general meeting of shareholders).

In the event of one or more vacancies in the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect to fill such vacancy in accordance with the provisions of law. In this case the shareholder (s) shall ratify the election at their next general meeting.

Art. 9. Meetings of the Board of Directors. If there are several directors, the board of directors shall choose from among its members a chairman. It may also appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the general meeting of shareholders.

The board of directors shall meet upon convocation by the chairman. A meeting of the board must be convened if any two directors so require.

The chairman shall preside at all general meetings of shareholders and all meetings of the board of directors, but in his absence the general meeting of shareholders or the board will appoint another director as chairman pro tempore of such general meeting of shareholders or meeting of the board of directors by a majority vote of those present or represented at the general meeting of shareholders or the meeting of the board of directors, respectively.

Written notice of any meeting of the board of directors will be given by letter, telex, e-mail, fax or any other electronic means approved by the board of directors to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the day set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such emergency will be set forth in the notice of meeting. The notice shall indicate the place and agenda for the meeting.

Each director may waive this notice by his consent in writing or by cable, telex, e-mail, fax or any other electronic means approved by the board of directors. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing or by cable, telex, e-mail, fax or any other electronic means approved by the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present or represented.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The chairman of the board of directors shall have a casting vote.

One or more directors may participate in a board meeting by means of a conference call, a video conference or via any similar means of communication enabling several persons participating to communicate with each other simultaneously and permitting their identification. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. Such telecommunication methods shall satisfy all technical requirements to enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

A written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The members of the board of directors as well as any other person(s) attending the meeting of the board of directors, shall not disclose, even after the end of their relationship, the information they possess on the Company and the disclosure of which could harm the interests of the company, except in cases where such a disclosure is required or permissible under legal or regulatory requirements or if it in the public interest.

Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the board of directors will be signed by the chairman of the meeting and by any other director. The proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which are produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board of directors.

If the board of directors is composed of only one (1) member, the resolutions of the sole director shall be documented in writing.

Art. 11. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the company's corporate object. In particular, the board of directors is vested with the power to create one or several compartments in relation to its activities and notably in relation to bonds, notes and other debt securities and instruments issued by the company and corresponding to separate pools of assets and liabilities of the company and each compartment being segregated from all other compartments of the company and being considered as an entity of its own.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are within the competence of the board of directors.

The board of directors may decide to set up one or more committees whose members may be but need not be directors. In that case the board of directors shall appoint the members of such committee(s) and determine the powers of the committee(s).

Art. 12. Delegation of Powers. The board of directors may delegate the daily management of the company and the representation of the company within such daily management to one or more directors, officers, executives, employees or other persons who may be but need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust specific permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 13. Conflicts of Interest. If any member of the board of directors of the company has or may have any personal interest in any transaction of the company, such member shall disclose such personal interest to the board of directors and shall not consider or vote on any such transaction.

Such transaction and such director's interest therein shall be disclosed in a special report to the next general meeting of shareholders before any vote by the latter on any other resolution.

If the board of directors only comprises one (1) member it suffices that the transactions between the company and its director, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the company.

No contract or other transaction between the company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that a member of the board of directors, or any officer of the company has a personal interest in, or is a director, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 14. Representation of the Company. The company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors, when the board is composed of at least three (3) members, or by the single signature of the sole director when the board of directors is composed of only one (1) member, or by the individual signature of the person to whom the daily management of the company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of directors but only within the limits of such power.

Art. 15. Approved Auditor(s). The accounts of the company are audited by one or more approved auditor(s).

The approved auditor(s) shall be appointed by the board of directors of the company, which shall determine their number and the duration of their appointment.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 16. Powers of the General Meeting of Shareholders. As long as one shareholder holds all shares in the company, all powers vested in the general meeting of the shareholders will be exercised by the sole shareholder.

In case of plurality of shareholders, any regularly constituted general meeting of shareholders of the company represents the entire body of shareholders. Subject to the provisions of article 11 above, it has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company.

Art. 17. Annual General Meeting. The annual general meeting shall be held at the registered office of the company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the first Thursday of June of each year, at 10 a.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 18. Other General Meetings. The board of directors may convene other general meetings of shareholders. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one tenth of the company's capital so require.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

One or more shareholders who together hold at least 10% of the subscribed share capital may require that one or more additional items be put on the agenda of any general meeting.

Art. 19. Procedure, Vote. General meetings of shareholders are convened by notice made in compliance with the provisions of law.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing or by cable, telegram, telex, e-mail or fax as his proxy another person who need not be a shareholder.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law.

Except as otherwise required by law, resolutions will be taken irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes.

Copies or extracts of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board or by any two directors.

Shareholders participating in a shareholders' meeting by video conference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy all technical requirements to enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be transmitted on a continuous basis.

Chapter V. - Fiscal year, Allocation of profits

Art. 20. Fiscal Year. The company's accounting year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

The board of directors draws up the annual accounts.

Art. 21. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the company.

After allocation to the Legal Reserve and upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the annual net profits to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following fiscal year or to distribute it to the shareholders as a dividend.

Subject to the conditions fixed by the law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board of directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 22. Dissolution, Liquidation. The company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

The board of directors may decide at any time to dissolve and liquidate one or several compartments of the company without dissolving or liquidating other compartments or the company itself.

Should the company be dissolved and liquidated anticipatively or by expiration of its term (if applicable) (or any compartment of the company (if any) be liquidated), the liquidation of the company (or the relevant compartment) will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders or the board of directors for each compartment, respectively, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII. - Limited recourse and non petition

Art. 23. Limited Recourse. Claims against the company of holders of debt securities and instruments issued by the company or any other creditors of the company are limited in recourse to the assets of the company.

Claims of holders of debt securities and instruments issued by the company in relation to a specific compartment or any other creditors whose claims arose in relation to such compartment are limited to the assets of such compartment only.

Art. 24. Non Petition. No holder of any debt securities and instruments issued by the company or any other creditor of the company (including those whose claims relate to a particular compartment) may attach any of the assets of the company, institute against or consent to any bankruptcy, insolvency, controlled management, reprieve of payment, composition, moratorium or any similar proceedings, unless so required by law.

Chapter VIII. - Applicable law

Art. 25. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and/or completed and by the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by Article 26 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitory provisions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the company and end on 31 December 2014.

The annual general meeting shall be held for the first time on the day and time and at the place as indicated in the Articles of Incorporation in the year 2015.

Subscription and payment

The party appearing, having drawn up the Articles of Incorporation of the company, has subscribed to the number of shares and paid up the amount specified below:

Sole Shareholder	Subscribed Capital	Number of Shares	Payments
Stichting IfG – Greek SME Finance	€ 31,000	31	€ 31,000
Total	€ 31,000	31	€ 31,000

Proof of this payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in Article 26 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Valuation of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the company as a result of its incorporation, are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Sole shareholder resolution

The above-named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as duly convened, has immediately proceeded to adopt the following resolutions.

I) The number of directors is set at three.

The following have been elected as directors until the next annual meeting of shareholders:

1. Peter Diehl, director of companies, having his professional address at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, born in Saarbrücken (Germany), on 21 March 1971;

2. Damien Nussbaum, director of companies, having his professional address at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, born in Strasbourg (France), on 8 October 1972; and

3. Luxembourg Corporation Company S.A., a public limited liability company, société anonyme, having its registered office at 20, Carré Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, registered with the RCS Luxembourg under number B 37974, represented by its permanent representative Coralie Grunfelder, having her professional address at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, born in Algrange (France), on 20 December 1986.

II) The registered office of the company is established at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby declares that at the request of the person appearing, named above, this deed and the Articles of Incorporation contained herein, are worded in English, followed by a German version; at the request of the same person appearing, in case of divergences between the English and the German texts, the English version shall prevail.

In witness whereof we, the undersigned notary, have set our hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the person appearing known to the undersigned notary by his usual name and first name, civil status and residence, the said person appearing have signed with us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausend und vierzehn, am 5. Mai sind

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, mit Amtssitz in 15, rue Côte d'Eich, L-1450 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg

Erschienen:

Stichting IfG - Greek SME Finance, eine Stiftung niederländischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in Naritaweg 165, Telestone 8, 1043 BW Amsterdam, Niederlande, und eingetragen beim Handelsregister Amsterdam unter der Nummer 60577150;

vertreten durch Frau Flora Gibert, Notargehilfin, professionell wohnhaft in Luxemburg, kraft einer erteilten Vollmacht; welche Vollmacht als "ne varietur" durch die erschienene Person und den unterzeichnenden Notar unterzeichnet, der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der gemeinsamen Einregistrierung beigelegt bleibt.

Die erschienene Person, vertreten wie oben beschrieben, hat die folgende Gründungssatzung einer Gesellschaft, welche sie hierdurch gründen will und welche sie angenommen hat, aufgesetzt:

Kapitel I. - Form, Name, Gesellschaftssitz, Gesellschaftszweck, Dauer

Art. 1. Form, Name. Es wird hiermit von dem Aktienzeichner und all denjenigen, welche Besitzer der hiermit geschaffenen Aktien werden könnten, eine Gesellschaft in Form einer "société anonyme" gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in dessen aktueller Fassung, dem abgeänderten Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung unterliegt.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben. Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, haben der Tod, die Auflösung, die Liquidation oder ähnliche Ereignisse die den alleinigen Aktionär betreffen nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Die Gesellschaft firmiert unter dem Namen "IfG - Greek SME Finance S.A.".

Art. 2. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Gesellschaftssitz in der Gemeinde Luxemburg.

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Verwaltungsrates an jeden Ort innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden.

Sollte der Verwaltungsrat der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäfte der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder den Austausch mit dem Büro am Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen dem Büro am Gesellschaftssitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Beilegung dieser außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, welche trotz der vorübergehenden Verlegung ihres Gesellschaftssitzes weiterhin eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Der Gesellschaftszweck ist der Eintritt in und die Ausführung jedweder Transaktionen, die unter dem abgeänderten Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen erlaubt sind, inklusive unter anderem dem Erwerb und der Übernahme durch jegliche Mittel, direkt oder durch andere Vehikel, von Risiken welche mit Ansprüchen, anderen beweglichen oder unbeweglichen, materiellen oder immateriellen Vermögenswerten, Forderungen oder Verbindlichkeiten Dritter verbunden sind oder die Gesamtheit oder Teile von Aktivitäten Dritter betreffen und die Ausgabe von Wertpapieren, deren Wert oder Ertrag von diesen Risiken abhängig ist, wie im abgeänderten Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen beschrieben.

Insbesondere kann die Gesellschaft:

- durch Zeichnung, Ankauf, Austausch oder jedwede andere Weise Vermögenswerte aller Art erwerben, halten oder darüber verfügen und/oder Risiken in Bezug auf jedwede Vermögenswerte übernehmen, einschließlich das Begeben von Darlehen;
- jedwede Rechte bezüglich dieser Vermögenswerte und Risiken ausüben;
- Garantien ausgeben und/oder Sicherungsrechte auf ihre Vermögenswerte bestellen soweit dies durch das abgeänderte Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen erlaubt ist;
- Einlagen bei Banken oder anderen Verwahrern hinterlegen;
- Finanzierungen aufnehmen, Anleihen, Wechsel, andere Schuldwertpapiere und generell jedwede Finanzinstrumente ausgeben, um ihre Tätigkeiten im Rahmen ihres Gesellschaftszweckes auszuüben;
- Tauschgeschäfte, Optionen, Termingeschäfte, Futures, Derivate, Devisengeschäfte und andere Instrumente oder Vereinbarungen zur Sicherung einzelner Transaktionen oder des Gesamtportfolios abschließen;
- in Übereinstimmung mit Artikel 61(1) des abgeänderten Gesetzes vom 22. März 2004 über Verbriefungen, jedwede Vermögenswerte gegen gebührende Gegenleistung und/oder im Einklang mit den Emissionsdokumentation übertragen;
- temporäre und/oder zusätzliche Finanzierungen für Verbriefungstransaktionen aufnehmen.

Obstehende Auflistung ist erklärend und nicht abschließend und gilt vorbehaltlich der Vorschriften des abgeänderten Gesetzes vom 22. März 2004 über Verbriefungen.

Die Gesellschaft kann jede Tätigkeit Art ausführen, welche direkt oder indirekt mit der Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes in Zusammenhang steht, (i) jedwede Bank- und andere aufsichtspflichtigen Tätigkeit im Rahmen des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor und generell jedwede aufsichtspflichtige Banktätigkeit, ob in Luxemburg oder in einer anderen Jurisdiktion, und (ii) das Erwerben, Halten, Verwalten und Veräußern von Anteilen an Gesellschaften, Unternehmen oder Professionelle der Finanzbranche ausgeschlossen, und kann sich auf erlaubte Handlungen oder Aktivitäten einlassen und jedwede Befugnisse, welche für Verbriefungsvehikel unter dem abgeänderten Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen, welchem die Gesellschaft unterliegt, erlaubt sind, ausüben und welche geboten, notwendig oder zweckmäßig zur Erfüllung der oben genannten Zwecke sind, vorausgesetzt, dass dieselben nicht den vorstehenden Zwecken widersprechen.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer errichtet.

Kapitel II. - Kapital, Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene und eingezahlte Kapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (€ 31.000,-) und ist in einunddreißig (31) Aktien mit einem Nennwert von je tausend Euro (€ 1.000,-) aufgeteilt.

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden durch einen Beschluss der Aktionäre, der in Übereinstimmung mit nach luxemburgischen Recht erforderlichen Regelungen für die Änderung von Gründungsstatuten gefasst werden muss.

Art. 6. Form der Aktien. Die Aktien werden in Form von Namensaktien ausgegeben.

Art. 7. Teilvermögen. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Teilvermögen gründen, welche durch die Natur der erworbenen Risiken oder Vermögenswerte, die unterschiedlichen Bedingungen der Wertpapieremissionen, die in Hinblick auf diese gemacht werden, die Bezugswährung oder andere kennzeichnende Charakteristika unterschieden werden können.

Die Bedingungen der Anleihen, Wechsel oder anderer Schuldwertpapiere und -instrumente, die bezüglich jedes Teilvermögens ausgegeben werden, sowie der besondere Zweck eines jeden Teilvermögens wird von dem Verwaltungsrat bestimmt. Jeder Besitzer von ausgegebenen Anleihen, Wechseln oder anderen Schuldwertpapieren und -instrumenten wird als die Bedingungen welche für diese Finanzinstrumente gelten und die Bestimmungen der vorliegenden Satzung annehmend angesehen und ist durch diese gebunden indem er diese Anleihen, Wechsel oder andere Schuldwertpapiere und -instrumente zeichnet.

Die Rechte von Investoren und Gläubigern sind auf die Vermögenswerte der Gesellschaft begrenzt. Solche Rechte, wenn sie in Bezug auf ein Teilvermögen oder im Zusammenhang mit der Gründung, die Tätigkeiten oder der Liquidation eines Teilvermögens stehen, sind auf die Vermögenswerte dieses Teilvermögens begrenzt.

Die Vermögenswerte eines Teilvermögens sind ausschließlich verfügbar um die Rechte von Investoren in Bezug auf dieses Teilvermögen, und die Rechte von Gläubigern, deren Rechte in Zusammenhang mit der Gründung, den Tätigkeiten oder der Liquidation dieses Teilvermögens entstanden sind, zufriedenzustellen.

Der Verwaltungsrat legt, wenn ein oder mehrere Teilvermögen aufgesetzt worden sind, getrennte Buchungsunterlagen für jedes Teilvermögen der Gesellschaft an und behält diese bei zwecks der Ermittlung der Rechte der Inhaber von Finanzinstrumenten, die bezüglich eines jeden Teilvermögens ausgegeben wurden, für die Zwecke dieser Satzung und der Bedingungen; solche Buchungsunterlagen sind, in Abwesenheit manifester Unstimmigkeiten, zwingender Beweis solcher Rechte.

Wo ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist (ob bar oder anderweitig), so wird der abgeleitete Vermögenswert auf die Bücher desselben Teilvermögens angewandt wie der Vermögenswert von dem er abgeleitet wurde und bei jeder Neubewertung des Vermögenswertes wird der Anstieg oder Verlust an Wert dieses Vermögenswertes auf das relevante Teilvermögen angewandt.

Falls der Verwaltungsrat oder eine im Auftrag des Verwaltungsrats handelnde Personen einen Vermögenswert als nicht einem bestimmten Teilvermögen zurechenbar ansieht, hat der Verwaltungsrat oder eine im Auftrag des Verwaltungsrats handelnde Person die angemessene Entscheidungsfreiheit die Basis für die Zuordnung oder Aufteilung des Vermögenswertes zwischen den Teilvermögen zu bestimmen, und der Verwaltungsrat hat das Recht diese Basis von Zeit zu Zeit zu ändern.

Wenn mehrere Teilvermögen aufgesetzt worden sind, erstellt die Gesellschaft eine konsolidierte Bilanz. Diese konsolidierte Bilanz der Gesellschaft, alle Teilvermögen miteinbegreifend, wird in der Referenzwährung des Gesellschaftskapitals ausgedrückt. Die Referenzwährungen der Teilvermögen können verschieden sein.

Gebühren, Kosten, Ausgaben und andere Haftungen, welche die Gesellschaft als Ganzes auf sich genommen hat sollen allgemeine Verpflichtungen der Gesellschaft sein und können durch einen Beschluss des Verwaltungsrates auf einer pro-rata Basis und/oder gemäß der relevanten Emissionsdokumentation zugeteilt werden.

Kapitel III. - Verwaltungsrat, Anerkannte(r) Wirtschaftsprüfer

Art. 8. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus nicht weniger als drei Mitgliedern, welche nicht Aktionäre sein müssen, besteht. Falls die Gesellschaft nur einen alleinigen Aktionär hat, kann der Verwaltungsrat aus nur einem, von dem alleinigen Aktionär bestimmten, Mitglied bestehen.

Die Gesellschaft muss jederzeit wenigstens ein Verwaltungsratsmitglied haben. Jedes Verwaltungsratsmitglied das eine juristische Person ist muss einen ständigen Beauftragten benennen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von dem alleinigen Aktionär (oder im Falle von mehreren Aktionären, von der Hauptversammlung der Aktionäre) gewählt, welche(r) ihre Anzahl, für eine Amtsdauer von nicht mehr als sechs (6) Jahren bestimmt; sie bleiben im Amt bis ihre Nachfolger gewählt sind. Sie sind wiederwählbar und können jederzeit, mit oder ohne Angabe von Gründen, durch einen Beschluss des alleinigen Aktionärs (oder im Falle von mehreren Aktionären durch die Hauptversammlung der Aktionäre) abgezogen werden.

Werden eine oder mehrere Stelle(n) im Verwaltungsrat wegen Todes, Pensionierung oder aus anderen Gründen frei, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates ein neues Mitglied zur Ausfüllung dieser Lücke wählen, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften. In diesem Fall müssen die Aktionäre in ihrer nächsten Hauptversammlung diese Wahl ratifizieren.

Art. 9. Sitzungen des Verwaltungsrates. Sollte es mehrere Verwaltungsratsmitglieder geben, muss der Verwaltungsrat aus seinen Reihen einen Vorsitzenden ernennen. Der Verwaltungsrat kann ferner einen Schriftführer ernennen, welcher kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und welcher für die Protokollführung während den Verwaltungsratssitzungen und den Hauptversammlungen der Aktionäre verantwortlich ist.

Der Verwaltungsrat tritt nach Einberufung durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Verwaltungsratssitzung muss einberufen werden, wenn jedwede zwei Verwaltungsratsmitglieder dies verlangen.

Der Vorsitzende sitzt allen Hauptversammlungen der Aktionäre und Verwaltungsratssitzungen vor, in seiner Abwesenheit ernennt die Hauptversammlung der Aktionäre oder der Verwaltungsrat ein anderes Mitglied als Vorsitzenden auf Zeit durch Mehrheitswahl der in dieser Hauptversammlung der Aktionäre beziehungsweise Verwaltungsratssitzung Anwesenden oder Vertretenen.

Außer in Notsituationen, welche in der Einladung zu dieser Sitzung dargelegt werden, werden die Sitzungen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem anberaumten Termin schriftlich per Brief, Telex, E-Mail, Fax oder jedes andere, durch den Verwaltungsrat akzeptierte elektronische Kommunikationsmittel allen Verwaltungsratsmitglieder mitgeteilt. Das Einberufungsschreiben bestimmt den Ort sowie die Tagesordnung der Sitzung.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann schriftlich oder per Telegramm, Telex, E-Mail, Fax, oder durch jedes andere vom Verwaltungsrat akzeptierte elektronische Mittel auf die Einberufung verzichten. Für Sitzungen, deren Zeit und Ort in einem zuvor angenommenen Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt worden sind, ist keine gesonderte Einberufung erforderlich.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei den Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, indem es dieses schriftlich oder per Telegramm, Telex, E-Mail, Fax oder jedes andere elektronische Mittel, welches durch den Verwaltungsrat akzeptiert wird, dazu bevollmächtigt.

Die Beschlussfähigkeit des Verwaltungsrates erfordert, dass mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden aufgrund der Mehrheit der Stimmen aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrates hat bei Stimmgleichheit den Stichentscheid.

Ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder können an einer Sitzung durch eine Telefonkonferenzschaltung, eine Videokonferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche die simultane Kommunikation mehrerer teilnehmender Personen ermöglichen sowie deren Identifikation erlauben, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der tatsächlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleichgestellt. Solche Telekommunikationsmethoden müssen alle technischen Erfordernisse erfüllen um eine erfolgreiche Teilnahme an der Sitzung sicherzustellen und die Beratungen während der Sitzung müssen auf kontinuierliche Weise übertragen werden.

Ein von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichneter schriftlicher Beschluss steht einem in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefassten Beschluss gleich. Solch ein Zirkularbeschluss kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts festgehalten sein.

Weder die Verwaltungsratsmitglieder, noch jedwede andere Person(en), die an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, dürfen, selbst nach Ende der Beziehung, keinerlei ihnen bekannte Informationen über die Gesellschaft bekanntgeben, die dem Interesse der Gesellschaft schaden könnten, mit Ausnahme von Fällen in welchen die Bekanntgebung durch gesetzliche oder regulatorische Bestimmungen gefordert oder erlaubt ist, oder wo sie im öffentlichen Interesse liegt.

Art. 10. Protokoll der Verwaltungsratssitzungen. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen werden von dem Vorsitzenden und einem anderen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet. Vollmachten bleiben dem Protokoll beigelegt.

Kopien oder Auszüge der Sitzungsprotokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, unterzeichnet der Vorsitzende des Verwaltungsrates.

Falls der Verwaltungsrat aus nur einem (1) Mitglied besteht, so sollen die Beschlüsse des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds schriftlich dokumentiert werden.

Art. 11. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die weitgehendsten Befugnisse, um alle, zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen, Handlungen vorzunehmen. Im Besonderen hat der Verwaltungsrat die Befugnis ein oder mehrere Teilvermögen zu gründen in Bezug auf seine Tätigkeiten und insbesondere in

Bezug auf von der Gesellschaft ausgegebene Anleihen, Wechsel oder andere Schuldwertpapiere und -instrumente, welche separaten Massen von Vermögenswerten und Verpflichtungen der Gesellschaft angehören. Jedes Teilvermögen wird getrennt von allen anderen Teilvermögen geführt und wird als eigene Einheit angesehen.

Sämtliche Befugnisse, welche diese Satzung oder das Gesetz nicht ausdrücklich der Hauptversammlung der Aktionäre übertragen haben, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Gremien einsetzen, deren Mitglieder keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. In diesem Fall benennt der Verwaltungsrat die Mitglieder eines solchen Gremiums/solcher Gremien und legt die Befugnisse eines solchen Gremiums/solcher Gremien fest.

Art. 12. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Vertretung der Gesellschaft innerhalb der täglichen Geschäftsführung an eine oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Handlungsbevollmächtigte, Führungskräfte, Angestellte oder andere Personen, die keine Aktionäre sein müssen, übertragen oder kann spezielle Befugnisse übertragen oder Vollmachten erteilen, oder spezielle dauerhafte oder vorübergehende Funktionen an Personen oder Vertreter seiner Wahl übertragen.

Art. 13. Interessenkonflikte. Falls ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat oder haben könnte, so muss dieses Mitglied des Verwaltungsrates ein solches persönliches Interesse dem Verwaltungsrat mitteilen und kann nicht an den Überlegungen zu einer solchen Transaktion teilnehmen oder über sie abstimmen.

Eine solche Transaktion und das Interesse des Verwaltungsratsmitglieds darin wird in einem speziellen Bericht der nächsten Hauptversammlung der Aktionäre mitgeteilt bevor letztere über jedwede andere Beschlüsse abstimmt.

Falls der Verwaltungsrat nur aus einem (1) Mitglied besteht, so reicht es, wenn die Transaktionen zwischen der Gesellschaft und ihrem Verwaltungsratsmitglied, welches ein solches entgegengesetztes Interesse hat, schriftlich festgehalten sind.

Die vorangehenden Paragraphen dieses Artikels treffen nicht auf die relevante Transaktion zu wenn diese (i) unter fairen Marktbedingungen eingegangen wurde und (ii) in den gewöhnlichen Geschäftsverkehren fällt.

Kein Vertrag oder andere Transaktion zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma ist durch die bloße Tatsache beeinträchtigt oder dadurch ungültig, dass ein Verwaltungsratsmitglied, oder ein Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder Firma hat, oder ein Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Mitglied, Aktionär, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter dieser ist. Eine Person, die wie vorangehend beschrieben mit einer Gesellschaft oder Firma verbunden ist, mit welcher die Gesellschaft einen Vertrag schließt oder sich anderwärtig einlässt, ist nicht, aus Gründen der Verbundenheit zu einer solchen Gesellschaft oder Firma, automatisch daran gehindert, an Überlegungen über solche Verträge oder andere Geschäfte teilzunehmen, darüber abzustimmen oder in ihrem Sinne zu handeln.

Art. 14. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die Unterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitglieder, wenn der Verwaltungsrat aus mindestens (3) Mitgliedern besteht, oder durch die alleinige Unterschrift des Einzel-Verwaltungsrats, falls der Verwaltungsrat aus nur einem (1) Mitglied besteht oder, innerhalb des Bereiches der täglichen Geschäftsführung, durch die alleinige Unterschrift der Person, an welche die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft übertragen worden ist, oder durch die gemeinschaftliche oder die alleinige Unterschrift derjenigen Person(en), denen von dem Verwaltungsrat eine besondere Zeichnungsvollmacht übertragen wurde, aber immer nur im Rahmen dieser besonderen Zeichnungsvollmacht, vertreten.

Art. 15. Anerkannte(r) Wirtschaftsprüfer. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere anerkannte Wirtschaftsprüfer geprüft.

Der/die unabhängige(n) Wirtschaftsprüfer werden/wird durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft ernannt, der ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandates festlegt.

Kapitel IV. - Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 16. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre. Solange ein Aktionär alle Aktien der Gesellschaft besitzt, so werden alle Befugnisse die der Hauptversammlung der Aktionäre anvertraut sind von ihm alleine ausgeführt.

Falls die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat, vertritt jede ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft die Gesamtheit der Aktionäre. Vorbehaltlich des oben genannten Artikels 11, hat sie die unbeschränkte Befugnis, Rechtsgeschäfte im Zusammenhang mit der Geschäftigkeit der Gesellschaft anzuweisen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 17. Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung wird am Gesellschaftssitz der Gesellschaft oder an jedem anderen, in dem Einberufungsschreiben angeführten Ort am ersten Donnerstag im Juni eines jeden Jahres um 10 Uhr vormittags abgehalten.

Fällt dieser Tag auf einen Bankfeiertag, so wird die Versammlung am nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten.

Art. 18. Weitere Hauptversammlungen. Der Verwaltungsrat kann weitere Hauptversammlungen der Aktionäre einberufen.

Diese Versammlungen sind einzuberufen, wenn eine Anzahl an Aktionären, die zusammen mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, dies verlangt.

Hauptversammlungen sowie die Jahreshauptversammlung der Aktionäre können außer Landes abgehalten werden, wenn dies, laut dem abschließenden Urteil des Verwaltungsrates, aufgrund von Umständen höherer Gewalt erforderlich ist.

Ein oder mehrere Aktionäre, welche zusammen mindestens 10% des Gesellschaftskapitals vertreten, können die Einbeziehung eines oder mehrerer zusätzlicher Punkte in die Tagesordnung der Hauptversammlung verlangen.

Art. 19. Verfahren, Wahl. Hauptversammlungen der Aktionäre werden durch ein Einberufungsschreiben, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen, einberufen.

Falls alle Aktionäre bei einer Hauptversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung unterrichtet sind, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Hauptversammlung der Aktionäre durch schriftliche oder per Telegramm, Telex, Email oder Fax erteilte Vollmacht durch eine andere Person, die nicht selbst Aktionär sein muss, vertreten lassen. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme, vorbehaltlich der gesetzlich auferlegten Beschränkungen.

Soweit nicht anderweitig gesetzlich vorgeschrieben, werden Beschlüsse mit einfacher Mehrheit und ungeachtet der Anzahl der vertretenen Aktien gefasst.

Kopien oder Auszüge des Sitzungsprotokolls der Hauptversammlungen der Aktionäre, die in Rechtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden sollen, sind von dem Vorsitzenden oder von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

Aktionäre, welche an einer Sitzung der Aktionäre via Videokonferenz oder jedweder anderen Telekommunikationsmethode, die ihre Identifizierung erlaubt, teilnehmen, sind bezüglich der Berechnung des Quorum und des Mehrheitsverhältnisses als anwesend anzusehen. Solche Telekommunikationsmethoden müssen alle technischen Erfordernisse erfüllen um eine erfolgreiche Teilnahme an der Sitzung sicherzustellen und die Beratungen während der Sitzung müssen auf kontinuierliche Weise übertragen werden.

Kapitel V. - Geschäftsjahr, Jahresabschluss, Gewinnverwendung

Art. 20. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am letzten Tag des Dezembers eines jeden Jahres.

Der Verwaltungsrat stellt den Jahresabschlussbericht auf.

Art. 21. Gewinnverwendung. Von den jährlichen Nettogewinnen der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage (der "Gesetzlichen Rücklage") zugewiesen. Diese Verpflichtung entfällt, sobald und solange die Gesetzliche Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Nach Zuweisung an die Gesetzliche Reserve und auf Empfehlung des Verwaltungsrates bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre, wie die jährlichen Nettogewinne verteilt werden sollen. Es kann beschlossen werden, dass die Nettogewinne vollständig oder teilweise einer Rücklage oder Rückstellung zugewiesen werden, auf das nächste Geschäftsjahr vorgetragen werden oder sie an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

Gemäß den gesetzlich festgelegten Bedingung kann der Verwaltungsrat eine Vorauszahlung auf die Dividenden vornehmen. Der Verwaltungsrat legt den Betrag und den Zahltag einer solchen Vorauszahlung fest.

Kapitel VI. - Auflösung, Abwicklung

Art. 22. Auflösung, Abwicklung. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Quorum und Mehrheiten gefasst worden ist, aufgelöst werden, soweit gesetzlich nichts anderes vorgeschrieben ist.

Der Verwaltungsrat kann zu jedem Zeitpunkt beschließen, die Gesellschaft aufzulösen und ein oder mehrere Teilvermögen der Gesellschaft zu liquidieren, ohne andere Teilvermögen oder die Gesellschaft selbst aufzulösen oder zu liquidieren.

Sollte die Gesellschaft vorzeitig, oder falls anwendbar durch Zeitablauf, aufgelöst und liquidiert werden, oder, gegebenenfalls, ein Teilvermögen der Gesellschaft liquidiert werden, so soll die Liquidierung der Gesellschaft oder gegebenenfalls des betroffenen Teilvermögens von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt werden, die von der Hauptversammlung der Aktionäre oder im Falle eines Teilvermögens vom Verwaltungsrat benannt wurden und deren Befugnisse und Vergütung von denselben festgelegt werden.

Kapitel VII. - Beschränkter Regress und Non Petition

Art. 23. Beschränkter Regress. Forderungen gegen die Gesellschaft seitens der Inhaber von Schuldwertpapieren und -instrumenten, welche die Gesellschaft ausgegeben hat, oder seitens anderer Gläubigern der Gesellschaft, sind in Hinblick auf den Rückgriff beschränkt auf die Vermögenswerte der Gesellschaft.

Forderungen gegen die Gesellschaft seitens Inhabern von Schuldwertpapieren und -instrumenten, welche die Gesellschaft im Hinblick auf ein spezifisches Teilvermögen ausgegeben hat, oder seitens Gläubigern deren Forderungen sich auf ein spezifisches Teilvermögen beziehen, sind im Hinblick auf den Rückgriff beschränkt auf die Vermögenswerte dieses Teilvermögens.

Art. 24. Non Petition. Kein Inhaber von Schuldwertpapieren und -instrumenten, welche die Gesellschaft ausgegeben hat, sowie kein anderer Gläubiger der Gesellschaft (einschließlich jener deren Forderungen sich nur auf ein Teilvermögen beziehen) hat das Recht jedweden Vermögenswert der Gesellschaft einen Konkurs, eine Insolvenz, eine kontrollierten Wirtschaft, eine Zahlungsfrist, einen Vergleichs-, Moratoriumsoder ähnlichem Verfahren anzuhängen, es gegen ihn einzuleiten oder ihm/ihr zuzustimmen.

Kapitel VIII. - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, welche nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach dem abgeänderten Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 und dem abgeänderten Gesetz vom 22. März 2004 über Verbriefungen.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar bestätigt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des abgeänderten Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften beachtet wurden.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungsdatum der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Die Jahresversammlung wird zum ersten Mal an dem Tag und Ort und zu der Zeit die in der Satzung angegeben sind im Jahre 2015.

Zeichnung und Einzahlung

Die erschienen Partei, welche die Gründungssatzung aufgesetzt hat, hat folgende Aktien gezeichnet und den folgenden Betrag wie folgt eingezahlt:

Alleiniger Aktienzeichner	Gezeichnetes Kapital	Anzahl der Aktien	Eingezahlter Betrag
Stichting IfG – Greek SME Finance	€ 31.000	31	€ 31.000
Gesamt	€ 31.000	31	€ 31.000

Ein Nachweis dieser Zahlung wurde dem unterzeichneten Notar überreicht, welcher bestätigt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften beachtet wurden.

Geschätzte Kosten

Die Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr ein tausend vier hundert Euro (€ 1.400,-) geschätzt.

Beschluss des Alleinigen Aktionärs

Die oben genannte Person, welche das gesamte gezeichnete Kapital vertritt und welche sich als ordnungsgemäß einberufen ansieht, hat unverzüglich die folgenden Beschlüsse gefasst:

I) Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt.

Folgende Personen wurden bis zur nächsten Jahresversammlung der Aktionäre zu Verwaltungsratsmitgliedern gewählt:

1. Peter Diehl, Vorstand von Gesellschaften, beruflich niedergelassen in 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxemburg, geboren in Saarbrücken (Deutschland) am 21. März 1971;

2. Damien Nussbaum, Vorstand von Gesellschaften, beruflich niedergelassen in 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxemburg, geboren in Straßburg (Frankreich) am 8. Oktober 1972; und

3. Luxembourg Corporation Company S.A., eine société anonyme mit Gesellschaftssitz in 20, Carré Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 37974 und vertreten durch ihren ständigen Vertreter Coralie Grunfelder beruflich niedergelassen in 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxemburg, geboren in Algrange (Frankreich), am 20. Dezember 1986.

II) Der Sitz der Gesellschaft ist in 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, stellt fest, dass, auf Anfrage der oben benannten erschienenen Person, diese Urkunde und die darin enthaltene Satzung auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Version; auf Anfrage derselben erschienenen Person soll, im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, die englische Version überwiegen.

Worauffin vorliegende Urkunde am zu Beginn erwähnten, Datum von dem unterzeichneten Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach gebräuchlichen Vor- und Nachnamen, Personenstand und Wohnort bekannten erschienen Parteien vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichneten Notar unterzeichnet.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 8 mai 2014. Relation: LAC/2014/21351. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014068962/653.

(140080271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2014.

Huniel Co S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 184.557.

L'an deux mille quatorze, le douze mai.

Pardevant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des deux seuls actionnaires de la société anonyme «HUNIEL CO S.A., SPF», une société anonyme de gestion de patrimoine familial (SPF), ayant son siège social à L- 3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.557, constituée suivant acte du notaire instrumentant, en date du 14 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 978 du 16 avril 2014.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sandra WEYRATH, salariée, demeurant professionnellement à L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

Le président choisit comme scrutateur Maître Florence DELILLE, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- 1) Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
- 2) Augmentation du capital social d'un montant de CENT TRENTE MILLE DEUX CENTS EUROS (130.200,00 €) de manière à porter le capital social de son montant actuel de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000,00 €) à un montant de CENT SOIXANTE ET UN MILLE DEUX CENTS EUROS (161.200,00 €).
- 3) Émission de QUATRE CENT VINGT (420) nouvelles actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (310,00 €) chacune, ces actions ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices de la société à partir de ce jour.
- 4) Souscription des nouvelles actions par les actuels actionnaires conformément à l'article 32-3 de la LSC et constat de la libération intégrale de ces nouvelles actions par un versement en espèces.
- 5) Modification subséquente de l'article 5 al 1^{er} des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à CENT SOIXANTE ET UN MILLE DEUX CENTS EUROS (€ 161.200,00) représenté par CINQ CENT VINGT (520) actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (€ 310,00) chacune. ».

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de CENT TRENTÉ MILLE DEUX CENTS EUROS (130.200,00 €) de manière à porter le capital social de son montant actuel de TRENTÉ-ET-UN MILLE EUROS (31.000,00 €) à un montant de CENT SOIXANTE ET UN MILLE DEUX CENTS EUROS (161.200,00 €).

Troisième résolution

L'assemblée décide d'émettre QUATRE CENT VINGT (420) nouvelles actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (310,00 €) chacune, ces actions ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et participant aux bénéfices de la société à partir de ce jour.

Quatrième résolution
Souscription et libération

Sont intervenus aux présentes:

1. Monsieur Daniel TREVES, prénommé,

ici représenté par Maître Florence DELILLE, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé.

qui déclare souscrire DEUX CENT DIX (210) actions nouvelles.

2. Monsieur Hugo KOWALEWSKI FERREIRA, prénommé,

ici représenté par Maître Florence DELILLE, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé.

qui déclare souscrire DEUX CENT DIX (210) actions nouvelles.

lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées en copie au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces à un compte bancaire, de sorte que la somme de CENT TRENTÉ MILLE DEUX CENTS EUROS (130.200,00 €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

L'assemblée constate la souscription dans le respect de l'article 32-3 de la LSC et la libération complète des actions nouvelles par versement en espèces de CENT TRENTÉ MILLE DEUX CENTS EUROS (130.200,00 €) et l'attribution des actions nouvelles aux deux seuls actionnaires tel que mentionné ci-avant.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à CENT SOIXANTE ET UN MILLE DEUX CENTS EUROS (€161.200,00) représenté par CINQ CENT VINGT (520) actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (€ 310,00) chacune.».

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ MILLE CINQ CENTS EUROS (1.500,00 €).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. DELILLE, S. WEYRATH, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 13 mai 2014. Relation: MER / 2014 / 978. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 15 mai 2014.

Référence de publication: 2014068955/94.

(140080862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2014.

I-invest group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 186.991.

STATUTS

L'an deux mil quatorze, le vingt-trois avril.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange,

A comparu:

Monsieur Antonio PEZZUTO, ingénieur industriel, né le 25 février 1982 à Empoli (Italie), demeurant à B-6140 Fontaine l'Evêque (BE), rue de l'Enseignement 97;

Laquelle comparante, agissant ès-dit qualité, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de «I-invest group S.A.» société anonyme.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification de statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'achat, la vente, la distribution de biens mobiliers, la représentation et la distribution de produits éco-énergétiques, la gestion et l'exploitation de commerce de proximité. Elle pourra également effectuer toutes les prestations de services et les formations visant à faciliter l'exécution de son objet social ainsi que toutes les opérations commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion, l'exploitation et la mise en valeur de droits de propriété intellectuelle. Elle pourra notamment acquérir, détenir et exploiter, notamment au travers de licences, des marques, des dessins et modèles, des droits auteurs, des noms domaines, des brevets et des programmes informatiques. Elle pourra développer, créer et maintenir des programmes informatiques spécifiques et les droits de propriété intellectuelle y relatifs.

La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et notamment le développement ainsi que l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur de ceux-ci et de tous autres droits se rattachant à ces brevets et licences ou pouvant les compléter, de même que l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La société aura encore pour objet la gestion, la location, la promotion et la mise en valeur d'immeubles, ceci pour son compte propre. Elle pourra encore, dans le cadre de cette activité, accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (€ 31.000.-euros), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (€ 100,-) par action.

Titre II. - Administration, Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

Cependant, si la société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté à une assemblée générale des actionnaires que toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique jusqu'à la première assemblée générale annuelle suivant le moment où il a été remarqué par la Société que ses actions étaient détenues par plus d'un actionnaire.

Chaque référence contenue dans les présents statuts et faite au conseil d'administration est une référence à l'administrateur unique pour le cas où il n'existe qu'un seul actionnaire et aussi longtemps que la société ne dispose que d'un seul actionnaire.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants désigneront un remplaçant temporaire. Dans ce cas l'assemblée générale procédera à l'élection définitive lors de la première réunion suivante.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Il se réunit sur la convocation du président ou, à son défaut, de deux administrateurs.

En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres en fonction est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

En cas d'urgence les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par simple lettre, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 9. Le Conseil d'Administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière soit à des administrateurs, soit à des tierces personnes, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société, en observant les dispositions de l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le Conseil peut également conférer tous mandats spéciaux, par procuration authentique ou sous signatures privées.

Art. 11. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

La société se trouve engagée à l'égard de tiers, par la signature individuelle de l'administrateur unique pour le cas où il n'existe qu'un seul actionnaire.

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

Titre III. - Assemblées générales

Art. 13. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Art. 14. L'assemblée générale statutaire se réunit au siège de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le deuxième jeudi du mois de décembre à 9.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Les assemblées générales, même l'assemblée annuelle, pourront se tenir en pays étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront souverainement appréciées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixera les conditions requises pour prendre part aux assemblées générales.

Art. 15. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocations préalables.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Titre IV. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre..

Art. 17. Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq pour cent à la formation ou à l'alimentation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent du capital nominal.

L'Assemblée Générale décide souverainement de l'affectation du solde.

Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le Conseil d'Administration. L'Assemblée Générale peut autoriser le Conseil d'Administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration est autorisé à effectuer la distribution d'acomptes sur dividendes en observant les prescriptions légales alors en vigueur.

La société peut racheter ses propres titres moyennant ses réserves libres, en respectant les conditions prévues par la loi. Aussi longtemps que la société détient ces titres en portefeuille ils sont dépouillés de leur droit de vote et de leur droit aux dividendes.

Titre V. - Dissolution, Liquidation

Art. 18. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. La société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par toute action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la Société, sauf le cas où dans pareille action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

Disposition générale

Art. 20. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente-et-un décembre deux mil quatorze.

Souscription et libération

Monsieur Antonio PEZZUTO, ingénieur industriel, né le 25 février 1982 à Empoli (Italie), demeurant à B-6140 Fontaine l'Evêque (BE), rue de l'Enseignement 97;

déclare souscrire l'intégralité trois cent trente actions.

Toutes ces actions ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (€ 31.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des Frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, sont évalués à la somme de mille cent cinquante Euros (€ 1.150,-).

Réunion en Assemblée générale

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, la partie comparante représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, déclare se réunir à l'instant en Assemblée Générale Extraordinaire et prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) Le nombre d'administrateur et d'administrateur - délégué est fixé à un.

Monsieur Antonio PEZZUTO, ingénieur industriel, né le 25 février 1982 à Empoli (Italie), demeurant à B-6140 Fontaine l'Evêque (BE), rue de l'Enseignement 97 est nommé administrateur et administrateur - délégué pour une durée indéterminée.

2) Le nombre des commissaires est fixé à un:

Est nommé commissaire pour une durée indéterminée:

Madame Julie LECLERCQ, demeurant à L-4607 Dalhem, rue des Bois, 5.

4) Le siège social est fixé à L-1637 Luxembourg, 5 rue Goethe

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la représentante des comparantes, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: A. PEZZUTTO, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 avril 2014. Relation: EAC/2014/5934. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 15 mai 2014.

Référence de publication: 2014068961/175.

(140080452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2014.

IMMO 4 s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 307, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 186.986.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le trente avril.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Antonio Fernando NUNES TRAVESSA, maître-coiffeur, né à Salvaterra de Magos (Portugal) le 31 janvier 1967, demeurant à L-1462 Luxembourg, 14, Eicherfeld.

2.- Madame Anabela ROLO MARQUES, coiffeuse, née à Lisbonne (Portugal) le 29 août 1968, demeurant à L-1462 Luxembourg, 14, Eicherfeld.

3.- Madame Cindy MARQUES TRAVESSA, étudiante, née à Luxembourg le 29 février 1992, demeurant à L-1462 Luxembourg, 14, Eicherfeld.

4.- Monsieur Mike MARQUES TRAVESSA, étudiant, né à Luxembourg le 21 septembre 1994, demeurant à L-1462 Luxembourg, 14, Eicherfeld.

Les comparants sub 3.- et 4.- étant ici représentés aux fins des présentes par Monsieur Antonio Fernando NUNES TRAVESSA, le comparant sub 1.-, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 24 mars 2013, laquelle procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "IMMO 4 s.à r.l."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être déplacé dans la même commune par simple décision de la gérance de la société.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une agence immobilière, ainsi que l'achat, la vente, l'échange, la location ou la sous-location, la mise en valeur et la gestion d'immeubles bâtis ou non-bâtis, situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'activité de syndic de biens immobiliers en copropriété, la promotion immobilière et toutes opérations immobilières généralement quelconques.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

La société peut effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet ou de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Art. 6. Les parts sociales ne sont cessibles entre vifs à des tiers non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois-quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 7. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 11. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 13. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises que par les associés représentant au moins la moitié du capital social. Néanmoins le changement de nationalité de la société requiert l'unanimité des voix des associés.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci. Les dispositions des articles 200-1 et 200-2 de la loi sur les sociétés commerciales sont alors applicables.

Art. 14. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Le gérant est tenu d'informer par écrit tous les associés de la disponibilité des comptes annuels pour consultation.

Art. 17. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 18. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Antonio Fernando NUNES TRAVESSA, préqualifié, trente parts sociales	30
2) Madame Anabela ROLO MARQUES, préqualifiée, trente parts sociales	30
3) Madame Cindy MARQUES TRAVESSA, préqualifiée, vingt parts sociales	20
4) Monsieur Mike MARQUES TRAVESSA, préqualifié, vingt parts sociales	20
Total: cent parts sociales	100

Les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les comparants représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

1) Monsieur Antonio Fernando NUNES TRAVESSA, préqualifié, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.

2) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

3) Le siège social est fixé à L-1221 Luxembourg, 307, rue de Beggen.

Monsieur Antonio Fernando NUNES TRAVESSA et Madame Anabela ROLO MARQUES, les comparants sub 1.- et 2.-, déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et agir pour leur propre compte et certifient que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.
Signé: NUNES TRAVESSA, A. ROLO MARQUES, A. WEBER.
Enregistré à Capellen, le 8 mai 2014. Relation: CAP/2014/1739. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 15 mai 2014.

Référence de publication: 2014068978/154.

(140080394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2014.

Bicocca S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.520,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.440.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 mai 2014.

Référence de publication: 2014067307/10.

(140078847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Depuis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 186.358.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le 22 avril 2014

Monsieur Etienne GILLET est désigné en tant que Président du Conseil d'Administration.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014067421/12.

(140078744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Borealis Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 44.102.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014067313/10.

(140079447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Fiduciaire Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 180.048.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique le 18 février 2014

Le soussigné Monsieur Yves Allard-Chapelain de la Villeguerin, né le 6 mars 1959 à Paris 16^{ème} arrondissement (France), Dirigeant de sociétés, demeurant au 35, Rua Sao Gens, P-1170 337 Lisbonne, est nommé en tant qu'administrateur de catégorie A de la Société. Son mandat viendra à échéance à l'assemblée générale statutaire de 2018.

Les démissions de Messieurs Jean-Hugues DOUBET, Serge KRANCENBLUM et Pierre-Siffrein GUILLET sont acceptées.

Référence de publication: 2014067511/13.

(140078821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Blondell S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.100,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 157.693.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLONDELL S.à r.l.
Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014067309/11.

(140079117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Blondell S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.100,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 157.693.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLONDELL S.à r.l.
Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014067310/11.

(140079118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

BNP Paribas Lease Group Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 16, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 107.877.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BNP Paribas Lease Group Luxembourg
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014067311/11.

(140078497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Bruck & Weckerle Architekten S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 69, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 86.058.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014067321/9.

(140079382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Boucherie-Traiteur Schmit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9260 Diekirch, 5, rue du Marché.
R.C.S. Luxembourg B 142.913.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014067316/10.

(140079435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Bowlingcenter Fuussekaul, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9158 Heiderscheid, 22, Am Clemensbongert.
R.C.S. Luxembourg B 108.645.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014067317/10.

(140079438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Blondell S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.100,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 157.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLONDELL S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014067308/11.

(140079116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Capital & Finance Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 156.006.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Capital & Finance Investment S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014067326/11.

(140078872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Challenger Luxembourg Holding No. 1A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.890.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 Juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Avril 2014.

Fabrice Mas.

Référence de publication: 2014067383/11.

(140078813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.

Chancewell Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 106.501.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 2 mai 2014 a pris acte de la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014067386/11.

(140079064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2014.
